

De metingen worden jaarlijks uitgevoerd.

De controles worden voor rekening van de exploitant uitgevoerd volgens de referentiemethodes of elke andere methode waarvan bewezen is dat ze gelijkwaardig is aan een referentiemethode.

Het meetpunt is vlot toegankelijk, bedacht en gekozen zodat een analyse verricht kan worden bij de representatieve emissie van de lozingen van de installatie.

Als uit de uitslag van de metingen voor een bepaalde parameter blijkt dat de concentratie lager is dan 20 % van de grenswaarde, wordt de periodiciteit voor die parameter op twee jaar gebracht.

Als uit de uitslag van de metingen blijkt dat de lozingsnormen niet in acht genomen worden, verwittigt de exploitant onmiddellijk de toezichthoudende ambtenaar.

Als de overschrijding :

- lager is dan 10 % van de emissiegrenswaarde, kan een nieuwe meting van die parameter binnen drie maanden voorzien worden;

- tussen 10 en 100 % van de emissiegrenswaarde ligt, moet een nieuwe meting van die parameter binnen drie maanden voorzien worden;

- hoger is dan 100 % van de emissiegrenswaarde, moet een nieuwe meting van die parameter binnen de maand voorzien worden; als de overschrijding voortduurt, stelt de exploitant een rapport op waarin hij melding maakt van de oorzaken van de overschrijdingen en van de maatregelen die genomen werden om aan de voorgeschreven normen te voldoen. Dat rapport wordt binnen dertig dagen na de tweede meting naar de toezichthoudende ambtenaar en de technisch ambtenaar gestuurd.

In alle gevallen worden de toezichtsmodaliteiten door de toezichthoudende ambtenaar bepaald.

De analyseprotocollen worden naar de toezichthoudende ambtenaar gestuurd en kunnen voor het overige steeds door hem ingekeken worden.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 28.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

De artikelen 5, 6, 7, 8, 9, 23 en 24 zijn van toepassing op de inrichtingen die in werking zijn op 1 januari 2007.

Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 221

[2006/200054]

**22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, pour ce qui concerne les rubriques 01.20 à 01.49.03**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 3, 21 et 87;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 22 juin 2005;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets rendu le 30 juin 2005;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, rendu le 7 juillet 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 12 juillet 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 26 septembre 2005 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 susvisé, les différents acteurs intervenant lors de la procédure d'instruction d'une demande de permis d'environnement ont mis en évidence plusieurs problèmes liés notamment à l'interprétation des rubriques, au classement inadapté, à l'inégalité entre des activités similaires classées différemment, au manque de lisibilité et à un encadrement insuffisant ou mal adapté; que ces problèmes sont récurrents pour toutes les activités agricoles;

Considérant qu'une première modification de l'arrêté du 4 juillet 2002 susvisé a tenté d'apporter une réponse à certains de ces problèmes; que ces modifications se sont toutefois cantonnées, essentiellement, à l'insertion de notes de bas de page, vidant ainsi de leur sens certaines rubriques ou sous-rubriques et, à l'usage, se révélant lourdes à mettre en œuvre; qu'il est, en conséquence, devenu indispensable de procéder à une révision fondamentale des rubriques afin de proposer une nouvelle classification cohérente, mieux ciblée et d'usage plus simple et ce, tout en offrant un niveau équivalent de protection de l'environnement et du public tel que requis par l'article 23 de la Constitution;

Considérant que la présente modification est modulée selon cinq axes :

1<sup>o</sup> classer de manière séparée les établissements dont l'exploitant, dit "agriculteur", travaille dans le secteur agricole et donc s'adonne, à titre principal, partiel ou complémentaire, à la production agricole, horticole ou d'élevage et les élevages détenus par une personne physique ou une personne morale ne faisant pas partie du secteur d'activité de l'agriculture;

2<sup>o</sup> exprimer les seuils de classement de toutes les rubriques de la même manière;

3<sup>o</sup> reclasser les activités agricoles de la rubrique 01.2 "Élevage" de manière à mieux préserver l'environnement et la population, en particulier pour les élevages dits "hors-sol", en prenant en compte notamment l'impact dû aux nuisances olfactives;

4<sup>o</sup> ajouter de nouvelles rubriques pour y inclure l'élevage d'animaux de laboratoire et les pensions pour animaux et classer les dépôts d'effluents d'élevage situés à proximité de la zone d'habitat et des maisons riveraines;

5° distinguer les services annexés aux activités agricoles (rubriques 01.20 à 01.28) et ceux annexés à des élevages d'animaux par des personnes non agriculteurs (rubriques 01.30 à 01.38 et 01.39.03.);

Considérant, en ce qui concerne le premier axe, que l'actuelle rubrique 01, intitulée "agriculture, chasse, services annexes", regroupe sans aucune spécification les activités d'élevage dont la finalité est la production d'animaux ou d'aliments destinés directement ou indirectement à la distribution alimentaire (secteur agricole et horticole), l'élevage d'animaux à des fins non agricoles, les refuges et chenils, les verminières et les ruchers; que, par exemple, dans le cas d'un élevage - bovins, porcs, autruches, etc - détenu par un agriculteur et d'un élevage détenu par un "non-agriculteur" - refuges et chenils, élevage de bovins détenu par une entreprise pharmaceutique, centre de recherche, animaux détenus par des particuliers, etc - ces deux types d'activités sont visées par la même rubrique et devront respecter les mêmes conditions d'exploitation, alors que, dans la pratique, ces activités ne peuvent être qualifiées de similaires; que, de ce fait, elles requièrent, au cours de la procédure d'instruction d'une demande de permis, une analyse différente et sont soumises, à plus d'un titre, à un encadrement différent; que, de manière non exhaustive, les situations contradictoires rencontrées lors de l'instruction d'une demande de permis pour des activités dont les finalités sont fondamentalement différentes et qui pourtant sont classées de manière similaire sont les suivantes :

- en ce qui concerne le formulaire de demande : les deux demandeurs doivent remplir le même formulaire de demande générale ainsi que le formulaire destiné aux activités agricoles (annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement) mais ne doivent pas répondre aux mêmes questions;

- en ce qui concerne l'encadrement réglementaire et l'instruction de la demande : le tableau ci-après reprend, de manière non exhaustive, les éléments devant être pris en considération lors de l'instruction d'une demande de permis pour les deux types d'activités pris en exemple :

	Elevage agricole	Elevage "non agricole"
Bien-être des animaux	Législation fédérale	Législation fédérale
Plan de secteur	Article 35 du CWATUP : zone vouée à l'agriculture, le logement de l'agriculteur est admis	Article 35 du CWATUP : zone vouée à l'agriculture au sens général mais le logement d'un non-agriculteur n'est pas admis
Construction et aménagement des bâtiments d'hébergement	CWATUP, législations fédérale et wallonne Instances d'avis : DGATLP, DGA	CWATUP, législation fédérale Instances : DGATLP
Stockage des effluents d'élevage	Articles R.188 à R.232 et R.460 du Code de l'eau Instance d'avis : DGA	Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets Instance d'avis : OWD
Etanchéité des infrastructures de stockage	Articles R.188 à R.232 et R.460 du Code de l'eau Dispositions du Code de l'eau relatives aux prises d'eau souterraines, aux zones de prises d'eau, de prévention et de surveillance (...) Instances d'avis : DGA, Division de l'Eau	Dispositions du Code de l'eau relatives aux prises d'eau souterraines, aux zones de prises d'eau, de prévention et de surveillance (...) Instance d'avis : Division de l'Eau
Valorisation des effluents	Articles R.188 à R.232 du Code de l'eau Instances d'avis : Direction de la Protection des sols (cadastres d'épandage), Division de l'Eau (Démarche Qualité)	Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets Instances d'avis : OWD, Direction de la Protection des sols
Cadastre des épandages, taux de liaison au sol	Articles R.188 à R.232 du Code de l'eau Instances : DGRNE, Division de l'Eau	Néant
"Survey nitrates"	Articles R.188 à R.232 du Code de l'eau Instances : Division de l'Eau	Néant

Considérant qu'il convient dès lors de proposer les modifications suivantes :

- viser les établissements relevant du secteur d'activité de l'agriculture dans la rubrique 01.2 "Elevage";
- créer la rubrique 01.3. "Détenus d'animaux ne relevant pas du secteur de l'agriculture". Cette rubrique viserait également les élevages de chiens (refuges et chenils), les ruchers et les verminières;
- viser, dans la rubrique 01.30., les activités actuellement non classées suivantes :
  - o les refuges pour tous les types d'animaux;
  - o les pensions pour animaux;
  - o les élevages d'animaux de laboratoire;
- classer les dépôts d'effluents d'élevage au champ, sur infrastructure ou non, lorsqu'ils sont à proximité directe d'une zone d'habitat ou d'une maison;
- classer les dépôts d'effluents d'élevage produits en dehors du secteur d'activité de l'agriculture avec pour objectif de réglementer leur stockage par des dispositions similaires à ce qui est imposées aux exploitants agricoles par le Code de l'eau;

Considérant, en ce qui concerne le deuxième axe, que, lors de la rédaction de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 susvisé, la classification proposée s'est articulée sur la notion d'azote organique produit; qu'en effet, le risque de pollution des eaux de surface et souterraines lié à la gestion des effluents d'élevage (stockage et épandages) était considéré comme une des principales nuisances des élevages, outre le charroi, les nuisances sonores et olfactives; que les dispositions légales et réglementaires visant à prévenir ce type de pollution étaient à l'époque insuffisantes pour enrayer l'augmentation du nitrate dans les eaux;

que cette approche nécessitait des calculs pour établir, dans un dossier de demande de permis d'environnement, la production annuelle d'azote organique à partir du tableau se trouvant dans l'annexe I de l'arrêté du 4 juillet 2002 susvisé et intitulé "Production azotée annuelle par catégorie animale"; que, néanmoins, la notion de production d'azote organique n'est plus, depuis 2002, le critère essentiel pour classer les établissements agricoles et ce, pour plusieurs raisons; qu'en effet, la Région wallonne a adopté le programme de gestion durable de l'azote en agriculture, en réponse à la Directive européenne 91/676/CEE visant à réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole grâce à la désignation de zones vulnérables et à l'adoption de pratiques agricoles adéquates; que ces principes ont été définis dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, appelé communément l'arrêté "nitrates", et sont maintenant repris dans les articles R.188 à R.232 et R.460 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau; que ces dispositions, qui ne s'appliquent qu'aux activités agricoles, définissent de nouvelles règles concernant les quantités de fertilisants à épandre, les périodes et les conditions d'épandage, les modalités de stockage des engrais de ferme, celui-ci devant avoir une capacité minimale de 6 mois de stockage afin de respecter les périodes d'épandage, les obligations d'étanchéité des infrastructures de stockage, ...; que la mise en conformité des infrastructures de stockage, imposée selon un échéancier défini à l'article R.460 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, est un incitant à revoir plus globalement l'aménagement des bâtiments d'élevage et la production des engrais de ferme; que les principales administrations chargées d'encadrer cette matière sont, outre la Police de l'Environnement pour le contrôle, la Direction générale de l'Agriculture et la Direction de la Protection des Sols de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement (cadastre des épandages); qu'une structure d'encadrement a été mise en place afin d'aider les agriculteurs à répondre à leurs obligations en la matière (Nitrawal); que, par ailleurs, l'arrêt n° 139.888 du 27 janvier 2005 du Conseil d'Etat consacre l'indépendance de la police administrative liée au contrôle des dispositions relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau et de la police administrative liée au respect des dispositions réglementaires en matière de permis d'environnement;

Considérant que, en conséquence, la production d'azote organique par un élevage n'apparaît plus comme un élément clef pour classer une exploitation agricole, puisque les dispositions légales et réglementaires y afférentes et leur contrôle existent et s'appliquent indépendamment de la procédure de permis d'environnement; que l'instruction d'un dossier de demande de permis pour une activité agricole ne devrait plus s'attarder sur l'aspect "gestion des effluents", au vu de la nouvelle réforme de la Politique agricole commune (PAC) qui instaure le principe de conditionnalité et, par là, un formidable incitant en sorte que les agriculteurs fassent, dans les délais imposés, les démarches pour conformer l'ensemble de leurs exploitations et activités aux obligations prévues par les articles R.188 à R.232 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau relatifs à la gestion durable de l'azote en agriculture; qu'en effet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, la perception des paiements directs est subordonnée au respect par l'agriculteur d'exigences réglementaires en matière de gestion (annexe III du Règlement (CE) 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs) ainsi qu'au respect des "bonnes conditions agricoles et environnementales" (annexe IV du règlement); que, parmi les exigences réglementaires en matière de gestion, figurent cinq directives européennes environnementales, à savoir :

- la Directive 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles;
- la Directive 86/278/CEE relative à la protection de l'environnement et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture;
- la Directive 80/68/CEE concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution par les substances dangereuses;
- la Directive 74/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages;
- la Directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Considérant, en outre, qu'il ressort de la lecture des travaux préparatoires que le critère de la production d'azote organique, alors jugé important, n'a été repris que pour certains types d'élevage qu'en effet, seules certaines rubriques (porcins, volailles, ratites) présentent des seuils de classement exprimés soit en nombre d'animaux, soit en quantité d'azote organique produit annuellement, alors que la problématique de la gestion des effluents se pose également pour les élevages d'engraissement de veaux, de lapins, de pigeons, de gibiers pouvant être à l'origine de nuisances tout aussi préjudiciables que des poulaillers ou des porcheries; que, par ailleurs, ce critère entraîne également une discrimination entre des établissements d'élevage au sein d'une même rubrique (par exemple, le seuil de l'étude d'incidences pour les poules pondeuses est atteint pour 32.255 animaux alors que, pour les poulets de chair, il n'est atteint que lorsque le nombre d'animaux atteint 40.000); que, de plus, le calcul se fait sur base du tableau se trouvant dans l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du 4 juillet 2002 susmentionné et intitulé "Production azotée annuelle par catégorie animale";

Considérant que la gestion de l'azote en agriculture ne peut se résumer à un calcul établi au moment de la demande de permis ou lors du renouvellement du permis; qu'il faut noter également que ce type de classification n'est pas représentatif du projet, objet de la demande de permis car elle se base sur la situation existante au moment de la rédaction de la demande, alors que, dans les semaines qui suivent, l'âge des animaux et le nombre d'animaux (ventes, décès, nombre de naissance variable) visés lors de la demande évoluent et par-là même, la quantité d'azote produit;

Considérant donc que le souci de cohérence voudrait que, dans le cadre de l'arrêté du 4 juillet 2002 susmentionné, soit adopté le principe de dérogation aux normes de production d'azote instauré par les articles R.188 à R.232 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau dans le cadre de la démarche qualité et selon lequel le calcul de l'azote organique produit dans un établissement peut s'effectuer sur base des volumes de production et des teneurs en azote propres à l'exploitation :

Considérant, en ce qui concerne le troisième axe, que, lors de l'instruction d'une demande de permis, il apparaît que la réalité de terrain oblige à mieux protéger la zone d'habitat et tout autre récepteur sensible des nuisances dues au charroi, des nuisances sonores et olfactives; qu'actuellement seule la zone d'habitat fait prévaloir un classement plus sévère; qu'une exploitation agricole à proximité directe d'une zone d'habitat ou simplement d'une habitation de fiers non reprise dans une zone d'habitat ou encore dans une zone d'habitat à caractère rural est classée de la même manière que si elle était complètement isolée en zone agricole; que par récepteur sensible, on entend les habitations voisines, à l'exception du logement de l'exploitant, des écoles, des hôpitaux, des homes, des zones de loisirs, etc, soit les zones où vivent des personnes ainsi que les zones où séjournent des personnes plus vulnérables tels que les enfants, les malades, les personnes âgées); que les élevages de taille importante peuvent nécessiter des installations conséquentes (bâtiment avec ventilation dynamique, installation de préparation automatique du lait, stockage des aliments en silo, stockage de fumier et/ou de lisier, charroi lié à la livraison des aliments et des animaux, etc, ) multipliant ainsi les risques de nuisances olfactives et de nuisances sonores, lorsqu'ils sont proches d'une zone d'habitat ou d'un récepteur sensible; que, dans ce cas de figure, l'administration traite chaque dossier au cas par cas et des conditions particulières sont

souvent proposées; que, par contre, l'impact non significatif des nuisances sonores et olfactives d'établissements éloignés d'une zone d'habitat ou d'un récepteur sensible, donne lieu, dans la plupart des cas, à une absence de réclamations lors de l'enquête publique et à un rapport d'analyse des impacts simplifié concluant à l'imposition de conditions d'exploiter communes à tous les établissements d'élevage; qu'eu égard à cette réalité, il est proposé de classer les établissements relevant du secteur de l'agriculture en fonction de deux critères: d'une part, le nombre d'animaux et d'autre part, leur implantation soit en zone d'habitat, soit à proximité d'un récepteur sensible en tenant compte notamment de l'impact dû des nuisances olfactives; que d'autres paramètres plus particuliers sont aussi pris en compte, comme par exemple le caractère dangereux des autruches ou encore le caractère intensif de certains élevages dits "industriels" ou "hors sol"; que ce classement a pour objectif de pouvoir distinguer les établissements dont l'exploitation a un impact peu important sur l'environnement et sur l'homme pouvant être limité moyennant le strict respect de conditions intégrales, et ceux pour lesquels une analyse approfondie du projet est nécessaire pour conclure à la compatibilité ou non de l'exploitation avec son environnement et pour lesquels l'imposition de conditions d'exploitation particulières doit être envisagée; que l'impact des "odeurs" est un critère essentiel à prendre en compte, les nuisances sonores étant, en Région wallonne, déjà réglementées; que l'émission d'effluents odorants est en effet à la base de nombreux contentieux entre les exploitants et les riverains, surtout dans le cadre de projet d'élevage de type "hors sol" de volailles, de porcins ou de lapins; que, dans la démarche proposée, et dans le cadre du Contrat d'avenir renouvelé, il s'agit d'assurer une cohabitation harmonieuse entre les exploitations agricoles et la population; que l'hypothèse de départ est que ce qui est considéré comme inacceptable par les habitants des zones résidentielles urbaines est mieux accepté par les habitants d'une zone mixte (habitat + exploitations agricole) et, a fortiori, d'une zone agricole; qu'il convient donc de distinguer d'une part la zone d'habitat et certaines zones ou récepteurs "sensibles" et, d'autre part, la zone d'habitat à caractère rural et la zone agricole, ces deux dernières étant vouées à l'agriculture selon le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine; qu'il convient ensuite que les rubriques soient articulées autour d'une distance critique X par rapport à la zone d'habitat et à un récepteur sensible, cette distance étant établie par le biais d'une méthode empirique de calcul de distance de propagation des odeurs; que le seuil de la classe 1 est fixé conformément aux dispositions de la Directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 relative à l'évaluation des incidences ainsi qu'à l'article 23 de la Constitution; que les classes 2 et 3 sont structurées comme suit:

- les bâtiments ou infrastructures d'hébergement situés à une distance par rapport à la zone d'habitat et à un récepteur sensible inférieure à la distance critique X et pour lesquels il y a lieu de procéder à une analyse approfondie comme évoqué ci-avant, sont en classe 2. De cette manière, l'administration a la possibilité d'analyser au cas par cas ces projets et, le cas échéant, d'imposer des conditions particulières d'exploitation;

- par contre, pour les bâtiments ou infrastructures d'hébergement situés au delà de la distance critique X, il peut être considéré que les impacts résiduels sur le voisinage tels que le charroi, les odeurs, le bruit ou les vibrations sont peu importants et relèvent donc d'une classe 3;

Considérant que, par bâtiment ou infrastructure d'hébergement, on entend toute construction ou local ou partie de bâtiment dans lesquels les animaux séjournent, à l'exception des abris situés sur les parcelles de pâturage et destinés à protéger les animaux des intempéries;

Considérant que, pour la classification au sens des rubriques 01.20. à 01.28, 01.30 à 01.38 et 01.49.01.02, les distances sont celles comprises entre les angles de façade les plus proches du bâtiment ou de l'infrastructure d'hébergement concerné(e) et d'une habitation de tiers existante ou entre l'angle de façade du bâtiment ou de l'infrastructure d'hébergement concerné(e) et la limite de ou des zone(s) reprise(s) pour l'établissement des seuils des rubriques 01.20. à 01.28., 01.30 à 01.38 et 01.49.01.02;

Considérant que, dans le cas des élevages de veaux, porcins, de volailles et de lapins visés aux rubriques actuelles 01.23. et 01.24. et 01.25., constituant des élevages à caractère dit intensif (nombre élevé d'animaux confinés dans un bâtiment d'hébergement durant tout le cycle de production, élevage de type "hors-sol"), il est proposé de conserver une classe 2 intermédiaire lorsque l'établissement se situe au delà de la distance X; qu'il convient en effet d'éviter la multiplication, sur un même site, de projets de classe 3 pour lesquels le nombre d'animaux affleure les seuils supérieurs (par exemple, un projet d'élevage de porcins en circuit fermé non visé par la rubrique 01.23.3.1. et comprenant un élevage de 300 truies, de 1.900 porcs à l'engrais et de 2.900 porcelets en post-sevrage);

Considérant qu'il convient pour le même motif de maintenir le seuil supérieur de la classe 3 actuel lorsque l'établissement se situe en deçà de la distance X;

Considérant que, dans le cas des élevages de bovins, ovins, caprins et équidés constituant des élevages à caractère dit extensif (pâturage lors de la bonne saison), par contre, il n'est pas maintenu de classe 2 lorsque l'établissement se situe au delà de la distance X; que le seuil à partir duquel une étude d'incidences pour les bovins est actuellement requise, est maintenu et généralisé à tous les élevages de ce type;

Considérant que la ou les distances critiques "X" sont déterminées comme suit:

- en l'absence de normes législatives ou réglementaires, des méthodes de calcul empiriques sont utilisées pour évaluer l'impact olfactif d'un élevage et estimer si les habitations voisines se trouvent au-delà de la distance minimale requise c'est-à-dire à une distance telle qu'une nuisance olfactive ne se produira que dans un nombre de cas limité et à un niveau acceptable;

- plusieurs pays ou régions proposent des recommandations constituées de formules ou d'abaques empiriques et calculant la distance entre un élevage et des zones résidentielles en fonction du nombre et du type d'animaux et d'éventuels paramètres;

- les bureaux d'études ainsi que l'administration, dans le cadre de l'instruction des dossiers de demande de permis d'environnement, utilisent généralement les cinq méthodes empiriques suivantes: la méthode allemande (TA-Luft), la méthode hollandaise (Hinderwet), la méthode flamande (Université de Gand), la méthode suisse (FAT) et, tout récemment, la méthode autrichienne;

- dans le cadre du projet d'arrêté, l'administration s'est inspirée d'une étude commanditée par la Région wallonne et intitulée "Etude comparative entre les différentes méthodes d'estimation de la distance minimum d'implantation pour des bâtiments d'élevage par rapport aux zones d'habitat et aux habitations isolées" (Nicolas J. - Ulg - 2002). Dans cette étude, l'auteur préconise l'utilisation de la ligne-guide autrichienne, celle-ci tenant compte de nombreux facteurs et pouvant s'appliquer au territoire wallon moyennant l'adaptation de certains facteurs de pondération au contexte wallon;

- plusieurs travaux ont été, par la suite, réalisés, par M. Jacques Nicolas (ULg), à la demande de la Filière porcine wallonne (FPW) et de la Filière avicole et cunicole wallonne (FACW) dans le cadre du groupe de travail "Environnement et Aménagement du Territoire". L'étude "Vers une proposition de mode de détermination de la distance minimale à respecter entre les bâtiments d'élevage et les habitations" - J. Nicolas, 2004) a pour objectif de préparer une méthode de détermination, applicable à la Région wallonne, de la distance minimale à respecter entre un bâtiment d'élevage et les habitations ou zones d'habitat existantes.

L'auteur de cette étude a également testé la faisabilité des lignes-guides existant dans d'autres pays ou régions sur base d'études de cas concrets, avec visites de terrain;



Considérant que le présent arrêté intègre ces réflexions; qu'en ce qui concerne la détermination de la distance "critique" et des seuils de classe, les principales spéculations rencontrées en Région wallonne sont l'élevage de bovins, l'élevage de porcins et l'élevage de poules et poulets; que, pour l'estimation des seuils critiques de classement, il a été considéré, en fonction de la similitude des impacts sur l'environnement et de la conduite de l'élevage, les 3 catégories suivantes :

- les bovins, les ovins, les caprins, les équidés et le gibier;
- les volailles et les lapins;
- les porcins;

Considérant que, pour la détermination de la distance X, le principe de précaution conduit à utiliser les hypothèses et paramètres les plus restrictifs;

Considérant qu'il convient de préciser la notion d'habitation existante de tiers; qu'il est ainsi inséré dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 susmentionné, un article 3bis rédigé comme suit :

« Art. 3bis. Pour l'application des rubriques 01.20 à 01.28, 01.35 et 01.49.1.2. lors d'une demande de permis pour un nouveau projet ou lors d'un renouvellement d'une autorisation d'exploiter, est considéré comme habitation de tiers existante tout immeuble existant au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture (29 novembre 2002) et dans lequel une ou plusieurs personnes séjournent habituellement. »;

Considérant que, dans son acception usuelle, le verbe "séjourner" implique qu'on passe la nuit; qu'il s'agit bien là de ce qui est proposé dans le présent projet; que la notion de séjour "habituel" implique qu'il faut exclure les maisons qui ne sont habitées que le week-end ou quelques semaines par an; que la notion de tiers implique que le logement de l'exploitant n'est pas à prendre en considération;

Considérant que le terme "autorisation d'exploiter" couvre l'ensemble des autorisations dont sont susceptibles de disposer les exploitations agricoles, à savoir les permis d'environnement et uniques, les autorisations RGPT ainsi que les déclarations délivrées en vertu de l'article 25 du RGPT ou délivrées dans le cadre du permis d'environnement;

Considérant que, tant que la destination d'une zone d'aménagement communal concerté n'a pas été déterminée, dans le respect des outils réglementaires, la classification n'est pas influencée par la présence de telles zones; que, par contre, la classification en dépend dès lors qu'elles sont destinées au logement et à la résidence au sens de l'article 26 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant que la classification d'un établissement existant n'est pas revue pendant la durée de validité des permis ou déclarations, mais qu'il en sera tenu compte lors des renouvellements; qu'il en est de même dans le cas d'éventuelle modification du plan de secteur créant une zone d'habitat au sens de l'article 26 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou une zone de loisirs ou une zone de services publics et d'équipement communautaire;

Considérant qu'en ce qui concerne la zone de services publics et d'équipement communautaire, l'entièreté de la zone doit être prise en considération dès lors qu'elle contient une construction répondant au prescrit de la rubrique; que, dans l'hypothèse où une telle zone vient à accueillir une telle construction, la classification d'un établissement existant n'est pas revue pendant la durée de validité des permis ou déclarations, mais il en sera tenu compte lors des renouvellements;

Considérant, en ce qui concerne le quatrième axe, que, pour la détention d'animaux par des personnes ne s'adonnant pas à la production agricole ou horticole, les seuils sont similaires à ceux déterminés pour le secteur d'activité de l'agriculture; qu'il est proposé également de viser les pensions et refuges pour animaux vertébrés ainsi que les élevages d'animaux de laboratoire actuellement non classés; qu'en effet, ces types d'établissements peuvent être à l'origine d'autant de nuisances pour l'environnement que les chenils et refuges pour chiens (rubrique 01.25.02.);

que les notions de chenils, refuges et pensions pour animaux sont basées sur l'arrêté royal du 19 août 1998 modifiant l'arrêté royal du 17 février 1997 portant les conditions d'agrément des élevages de chiens, élevages de chats, refuges pour animaux, pensions pour animaux et établissements commerciaux pour animaux, et les conditions concernant la commercialisation des animaux; qu'ainsi, le chenil (élevage de chiens) vise un établissement dans lequel des chiennes sont détenues pour la reproduction; que le refuge pour animaux vise un établissement dans lequel des animaux perdus, abandonnés, négligés, saisis ou confisqués sont hébergés et soignés; que la pension pour animaux vise un établissement dans lequel des animaux, confiés par leur propriétaire, sont soignés et hébergés pendant un temps limité et moyennant rémunération; qu'afin de tenir compte du caractère particulier des nuisances sonores dues aux aboiements, la classification actuelle pour les chenils ainsi que les refuges est maintenue; que la rubrique relative aux animaux de laboratoire vise les animaux vertébrés détenus dans un laboratoire en vue d'expériences et qui ne sont pas visés spécifiquement dans les rubriques 01.30 à 01.38. et 01.39.03.; que la détention d'animaux exotiques est visée par la rubrique 92.53.01;

Considérant, en ce qui concerne le cinquième axe, qu'il convient de distinguer les services annexés à une exploitation agricole et les services annexés à un élevage d'animaux ne relevant pas du secteur de l'agriculture;

Considérant, en ce qui concerne les dépôts de matières végétales annexés à une exploitation agricole, qu'un établissement d'élevage d'animaux nécessite des dépôts d'aliments; que l'emplacement de tels dépôts ou leur mauvaise gestion peuvent poser certains problèmes pour le voisinage (odeurs, écoulements putrides, vermines); qu'à cet égard, il convient de ménager la possibilité d'édicter des mesures pour ce type d'installation sans cependant recourir à la procédure de permis d'environnement; qu'il est donc proposé de viser, en classe 3, les dépôts en vrac ou en silo de céréales, grains et d'autres produits destinés à l'alimentation; que cette rubrique ne vise pas les récoltes se trouvant en bordure de parcelles dans l'attente de leur évacuation vers un lieu de stockage; que l'article R.196 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, dispose que les jus issus du stockage des matières végétales soient recueillis; que la rubrique actuelle 01.49.03 ne vise ce type de dépôt que lorsqu'il se trouve en silo, alors que le même type de dépôt en vrac peut être source de nuisances similaires;

Considérant, en ce qui concerne les dépôts au champ des matières fertilisantes exploités par un agriculteur, qu'il est proposé de créer deux sous-rubriques afin de distinguer le stockage des matières fertilisantes (fumier, lisier et effluents de volaille) encadré par les articles R.197 à R.202 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatifs aux techniques de stockage des effluents d'élevage, des dépôts d'autres catégories de matières fertilisantes, (à l'exception des engrais visés à la rubrique 63.12.20.) et amendements exploités par un exploitant agricole; qu'en effet, les dispositions des articles R.197 à R.202 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, mises en place pour prévenir les risques de pollution des eaux de surface et souterraines liés aux dépôts d'effluents d'élevage, sont des prescriptions techniques visant uniquement les dépôts de fumier, lisier et effluents de volailles concernées; qu'il est opportun que le stockage d'autres matières fertilisantes et amendements utilisées en agriculture soit encadré sur le plan technique de façon similaire;

que, pour le stockage d'autres matières fertilisantes utilisées en agriculture, l'article R.195 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, qui interdit le rejet direct de fertilisants dans un sous-sol, dans un égout ou dans une eau de surface n'est en effet pas suffisant; qu'en ce qui concerne le stockage d'effluents d'élevage produits à la ferme, il convient cependant de maintenir une classification pour les dépôts d'effluents d'élevage car un tel dépôt à proximité immédiate des habitations peut être source de nuisances pour leurs habitants;

qu'il est donc proposé de classer le stockage de tels dépôts lorsqu'ils se trouvent à moins de 50 m des récepteurs "sensibles" et de la zone d'habitat; que le terme "stockage" utilisé dans le libellé de la rubrique 01.49.01.02 s'entend du stockage sur infrastructure ou au champ, qu'il soit effectué sur une infrastructure ou non; qu'en ce qui concerne le stockage de matières fertilisantes, autres que les engrais, non encadrées par les dispositions du Code de l'eau relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture, la proposition consiste à créer une rubrique 01.49.01.03. avec une classe 2 et une classe 3; que le seuil de la classe 3 est fixé à 500 m<sup>3</sup>, cette valeur représentant le volume de matières fertilisantes nécessaires pour l'épandage d'environ 10 ha; qu'un arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives à la rubrique 01.49.01.03. est en préparation et contiendra des dispositions techniques visant à prévenir les risques de pollution des eaux de surface et souterraines et qui seront similaires à ce qui est imposé pour les dépôts de fumier, lisiers et effluents de volailles; que si, par la suite, les dispositions du Code de l'eau relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture sont complétées par des dispositions techniques pour le stockage d'autres matières fertilisantes, celles-ci pourraient être alors visées par la rubrique 01.49.01.02.; que les deux sous-rubriques 01.49.01.02. et 01.49.01.03. proposées visent les dépôts constituant un stockage, avec ou sans infrastructure, et non les dépôts faits en bordure de champ juste avant l'épandage;

Considérant, en ce qui concerne les dépôts d'effluents d'élevage annexés à un élevage d'animaux ne relevant pas du secteur de l'agriculture visés par la rubrique 01.49.02.01., que, pour ce type de dépôt, les articles R.188 à R.202 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau relatifs à la gestion de l'azote en agriculture ne s'appliquent pas; qu'il apparaît donc indispensable de les encadrer de manière similaire aux dépôts d'effluents d'élevage annexés à une exploitation agricole;

Considérant, en ce qui concerne les dépôts de matières végétales annexés à un élevage d'animaux ne relevant pas du secteur de l'agriculture, que ce type de dépôt est visé par la rubrique actuelle 63.12.02;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les rubriques 01.20 à 01.49.03. et leurs sous-rubriques de l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées sont remplacées par les rubriques visées à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté.

**Art. 2.** Dans le même arrêté, il est ajouté un article 3bis formulé comme suit: "Pour l'application des rubriques 01.20 à 01.38 lors d'une demande de permis pour un nouveau projet ou lors d'un renouvellement d'une autorisation d'exploiter, est considéré comme habitation existante tout immeuble existant au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture et dans lequel une ou plusieurs personnes séjournent habituellement."

**Art. 3.** Le tableau intitulé: "Production azotée annuelle par catégorie animale" de l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté est abrogé.

**Art. 4.** L'intitulé de la rubrique 63.12.10. "Matières organiques autres que celles définies aux rubriques 01.49.02, 01.49.03 et 01.49.02 (Dépôts de)" visée à l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté ainsi que les seuils de classe sont remplacés par l'intitulé et les seuils suivants :

63.12.10.: Dépôts de matières organiques (fumiers, fientes, écumes, boues...) autres que celles définies aux rubriques 01.49.01.02., 01.49.01.03 et 01.49.02.,	
63.12.10.01.: de plus de 10 m <sup>3</sup> à 500 m <sup>3</sup>	3
63.12.10.02.: de plus de 500 m <sup>3</sup>	2

**Art. 5.** A la rubrique 63.12.10. de l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté, dans la colonne intitulée "organismes à consulter", les initiales "DGA" sont supprimées et remplacées par "DE".

**Art. 6.** Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

**Art. 7.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 décembre 2005.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe 1<sup>re</sup>. — Agriculture, détention d'animaux, services annexes

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
01.2. ACTIVITES D'ELEVAGE OU D'ENGRAISSEMENT RELEVANT DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE (activités exercées par un agriculteur)						
01.20. BOVINS						
01.20.01. De 6 mois et plus						

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
01.20.01.01. : B01.20.01.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 125 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.20.01.01.01. : de 2 à 150 animaux</li> <li>01.20.01.01.02. : de plus de 150 à 500 animaux</li> <li>01.20.01.01.03. : de plus de 500 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.20.01.0 01.20.01.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.20.01.01. d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.20.01.02.01. : de 4 à 500 animaux,</li> <li>01.20.01.02.02. : de plus de 500 animaux</li> </ul>	3 1	X	DGA			
<b>01.20.02. VEAUX A L'ENGRAISSEMENT de plus de 2 semaines et de moins de 6 mois, à l'exception des veaux au pis</b>						
01.20.02.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code :</li> </ul> d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.20.02.01.01. : de 2 à 150 animaux</li> <li>01.20.02.01.02. : de plus de 150 à 1.000 animaux</li> <li>01.20.02.01.03. : de plus de 1.000 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.20.02.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.20.02.01., d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.20.02.02.01. : de 50 à 400 animaux</li> <li>01.20.02.02.02. : de 400 à 1.000 animaux</li> <li>01.20.02.02.03. : de plus de 1.000 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.21. Ovins ou caprins de 6 mois ET plus</b>						
01.21.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 125 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code :</li> </ul> d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.21.01.01. : de 2 à 150 animaux</li> <li>01.21.01.02. : de plus de 150 à 500 animaux</li> <li>01.21.01.03. : de plus de 500 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.21.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.21.01. d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.21.02.01. : de 4 à 500 animaux</li> <li>01.21.02.02. : de plus de 500 animaux</li> </ul>	3 1	X	DGA			
<b>01.22. Equidés de 6 mois ET plus</b>						
01.22.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 125 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.22.01.01. : de 2 à 150 animaux</li> <li>01.22.01.02. : de plus de 150 à 500 animaux</li> <li>01.22.01.03. : de plus de 500 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
01.22.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.22.01., d'une capacité : 01.22.02.01. : de 4 à 500 animaux, 01.22.02.02. : de plus de 500 animaux	3 1	X	DGA			
<b>01.23. : Porcins</b>						
<b>01.23.01. : PORCINS DE PLUS DE 4 SEMAINES ET DE MOINS DE 30 KG</b>						
01.23.01.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : • d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole, • d'une zone d'habitat, • d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière, • d'une zone de loisirs, • ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code, d'une capacité : 01.23.01.01.01. : de 4 à 20 animaux 01.23.01.01.02. : de plus de 20 à 2.000 animaux 01.23.01.01.03. : de plus de 2.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.23.01.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.23.01.01., d'une capacité : 01.23.01.02.01. : de 10 à 1.000 animaux 01.23.01.02.02. : de plus de 1.000 à 3.000 animaux 01.23.01.02.03. : de plus de 3000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.23.02. : PORCS DE PRODUCTION DE 30 KG ET PLUS (élevage ou engraissement)</b>						
01.23.02.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : • d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole, • d'une zone d'habitat, • d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière, • d'une zone de loisirs, • ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code, d'une capacité : 01.23.02.01.01. : de 2 à 10 animaux 01.23.02.01.02. : de plus de 10 à 16.300 animaux 01.23.02.01.03. : de plus de 16.300 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.23.02.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.23.02.01., d'une capacité : 01.23.02.02.01. : de 4 à 500 animaux 01.23.02.02.02. : de plus de 500 à 2.000 animaux 01.23.02.02.03. : de plus de 2.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.23.03. : TRUIES ET VERRATS</b>						
01.23.03.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : • d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole, • d'une zone d'habitat, • d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière, • d'une zone de loisirs, • ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code, d'une capacité : 01.23.03.01.01. : de 2 à 10 animaux 01.23.03.01.02. : de plus de 10 à 600 animaux 01.23.03.01.03. : de plus de 600 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.23.03.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.23.03.01., d'une capacité : 01.23.03.02.01. : de 4 à 300 animaux 01.23.03.02.02. : de plus de 300 à 900 animaux 01.23.03.02.03. : de plus de 900 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			



Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.23.04. Sangliers ou autres suidés</b>						
01.23.04.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.23.04.01.01. : de 2 à 10 animaux 01.23.04.01.02. : de plus de 10 à 1.600 animaux 01.23.04.01.03. : de plus de 1.600 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.23.04.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.23.04.01., d'une capacité : 01.23.04.02.01. : de 4 à 500 animaux 01.23.04.02.02. : de plus de 500 à 2.000 animaux 01.23.04.02.03. : de plus de 2.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.24. VOLAILLES</b>						
<b>01.24.01. POULETTES, POULES REPRODUCTRICES, POULES PONDEUSES ET POULETS DE CHAIR</b>						
01.24.01.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.24.01.01.01. : de 30 à 1.500 animaux 01.24.01.01.02. : de plus de 1.500 à 25.000 animaux 01.24.01.01.03. : de plus de 25.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.24.01.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.24.01.01., d'une capacité : 01.24.01.02.01. : de 50 à 20.000 animaux 01.24.01.02.02. : de plus de 20.000 à 40.000 animaux 01.24.01.02.03. : de plus de 40.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.24.02. CANARDS, OIES, DINDES, PINTADES ET AUTRES VOLAILLES</b>						
01.24.02.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.24.02.01.01. : de 20 à 750 animaux 01.24.02.01.02. : de plus de 750 à 13.000 animaux 01.24.02.01.03. : de plus de 13.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.24.02.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.24.02.01., d'une capacité : 01.24.02.02.01. : de 30 à 12.000 animaux 01.24.02.02.02. : de plus de 12.000 à 20.000 animaux 01.24.02.02.03. : de plus de 20.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.25. Ratites (autruches, émeus, nandous, ...)</b>						
01.25.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.25.01.01. : de 4 à 50 animaux 01.25.01.02. : de plus de 50 à 150 animaux 01.25.01.03. : de plus de 150 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.25.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.25.01., d'une capacité : 01.25.02.01. : de 10 à 300 animaux 01.25.02.02. : de plus de 300 animaux	3 1	X	DGA			
<b>01.26. Lapins</b>						
01.26.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.26.01.01. : de 30 à 1.500 animaux 01.26.01.02. : de plus de 1.500 à 25.000 animaux 01.26.01.03. : de plus de 25.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.26.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.26.01., d'une capacité : 01.26.02.01. : de 60 à 20.000 animaux 01.26.02.02. : de plus de 20.000 à 40.000 animaux 01.26.02.03. : de plus de 40.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.27. Gibiers</b>						
<b>01.27.01. : GRANDS GIBIERS DE 6 MOIS ET PLUS (cerf, chevreuil, daim, mouflon, ...)</b>						
01.27.01.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 125 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• ou d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.27.01.01.01. : de 6 à 150 animaux 01.27.01.01.02. : de plus de 150 à 500 animaux 01.27.01.01.03. : de plus de 500 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.27.01.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.27.01.01., d'une capacité : 01.27.01.02.01. : de 12 à 500 animaux 01.27.01.02.02. : de plus de 500 animaux	3 1	X	DGA			
<b>01.27.02. : PETIT GIBIER (LIEVRE, FAISAN, PERDRIX, BECASSE, ...)</b>						
01.27.02.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 125 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.27.02.01.01. : de 30 à 1.500 animaux 01.27.02.01.02. : de plus de 1.500 à 25.000 animaux 01.27.02.01.03. : de plus de 25.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
01.27.02.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.27.02.01., d'une capacité : 01.27.02.02.01. : de 60 à 20.000 animaux 01.27.02.02.02. : de plus de 20.000 à 40.000 animaux 01.27.02.02.03. : de plus de 40.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.28. Pigeons</b>						
01.28.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : • d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole, • d'une zone d'habitat, • d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière, • d'une zone de loisirs, • ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code, d'une capacité : 01.28.01.01. : de 60 à 1.500 animaux 01.28.01.02. : de plus de 1.500 à 20.000 animaux 01.28.01.03. : de plus de 20.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.28.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.28.01., d'une capacité : 01.28.02.01. : de 120 à 3.000 animaux 01.28.02.02. : de plus de 3.000 à 40.000 animaux 01.28.02.03. : de plus de 40.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.3. DETENTION D'ANIMAUX NE RELEVANT PAS DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE</b>						
<b>01.30. Détention de bovins</b>						
<b>01.30.01. De 6 mois et plus</b>						
01.30.01.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 125 m : • d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole • d'une zone d'habitat, • d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière, • d'une zone de loisirs, • ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code, d'une capacité : 01.30.01.01.01. : de 2 à 150 animaux 01.30.01.01.02. : de plus de 150 à 500 animaux 01.30.01.01.03. : de plus de 500 animaux	3 2 1	X	DE DE			
01.30.01.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.30.01.01., d'une capacité : 01.30.01.02.01. : de 4 à 500 animaux, 01.30.01.02.02. : de plus de 500 animaux	3 1	X	DE			
<b>01.30.02. VEAUX A L'ENGRAISSEMENT de plus de 2 semaines et de moins de 6 mois, à l'exception des veaux au pis</b>						
01.30.02.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : • d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole, • d'une zone d'habitat, • d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière • d'une zone de loisirs, • ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code, d'une capacité : 01.30.02.01.01. : de 2 à 150 animaux 01.30.02.01.02. : de plus de 150 à 1.000 animaux 01.30.02.01.03. : de plus de 1.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			
01.30.02.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.30.02.01., d'une capacité : 01.30.02.02.01. : de 50 à 400 animaux 01.30.02.02.02. : de 400 à 1.000 animaux 01.30.02.02.03. : de plus de 1.000 animaux	3 2 1	X	DGA DGA			

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.31. DETENTION D'OVINS ET DE CAPRINS</b>						
01.31.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 125 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.31.01.01. : de 2 à 150 animaux 01.31.01.02. : de plus de 150 à 500 animaux 01.31.01.03. : de plus de 500 animaux	3 2 1	X	DE DE			
01.31.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.31.01., d'une capacité : 01.31.02.01. : de 4 à 500 animaux, 01.31.02.02. : de plus de 500 animaux	3 1	X	DE			
<b>01.32. DETENTION D'EQUIDES</b>						
01.32.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 125 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.32.01.01. : de 2 à 150 animaux 01.32.01.02. : de plus de 150 à 500 animaux 01.32.01.03. : de plus de 500 animaux	3 2 1	X	DE DE			
01.32.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.32.01., d'une capacité : 01.32.02.01. : de 4 à 500 animaux, 01.32.02.02. : de plus de 500 animaux	3 1	X	DE			
<b>01.33. : DETENTION DE PORCINS</b>						
<b>01.33.01. : PORCINS DE PLUS DE 4 SEMAINES ET DE MOINS DE 30 KG</b>						
01.33.01.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.33.01.01.01. : de 4 à 20 animaux 01.33.01.01.02. : de plus de 20 à 2.000 animaux 01.33.01.01.03. : de plus de 2.000 animaux	3 2 1	X	DE DE			
01.33.01.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.33.01.01., d'une capacité : 01.33.01.02.01. : de 10 à 1.000 animaux 01.33.01.02.02. : de plus de 1.000 à 3.000 animaux 01.33.01.02.03. : de plus de 3.000 animaux	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.33.02. : PORCS DE PRODUCTION DE 30 KG ET PLUS (ELEVAGE OU ENGRAISSEMENT)</b>						
01.33.02.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.33.02.01.01. : de 2 à 10 animaux 01.33.02.01.02. : de plus de 10 à 1.600 animaux 01.33.02.01.03. : de plus de 1.600 et plus animaux	3 2 1	X	DE DE			



Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
01.33.02.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.33.02.01., d'une capacité : 01.33.02.02.01. : de 4 à 500 animaux 01.33.02.02.02. : de plus de 500 à 2.000 animaux 01.33.02.02.03. : de plus de 2.000 animaux	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.33.03. : TRUIES ET VERRATS</b>						
01.33.03.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : • d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole, • d'une zone d'habitat, • d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière, • d'une zone de loisirs, • ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code, d'une capacité : 01.33.03.01.01. : de 2 à 10 animaux 01.33.03.01.02. : de plus de 10 à 600 animaux 01.33.03.01.03. : de plus de 600 animaux	3 2 1	X	DE DE			
01.33.03.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.33.03.01., d'une capacité : 01.33.03.02.01. : de 4 à 300 animaux 01.33.03.02.02. : de plus de 300 à 900 animaux 01.33.03.02.03. : de plus de 900 animaux	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.33.04. Sangliers ou autres suidés</b>						
01.33.04.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : • d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole, • d'une zone d'habitat, • d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière, • d'une zone de loisirs, • ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code, d'une capacité : 01.33.04.01.01. : de 2 à 10 animaux 01.33.04.01.02. : de plus de 10 à 1.600 animaux 01.33.04.01.03. : de plus de 1.600 animaux	3 2 1	X	DE DE			
01.33.04.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.33.04.01., d'une capacité : 01.33.04.02.01. : de 4 à 500 animaux 01.33.04.02.02. : de plus de 500 à 2.000 animaux 01.33.04.02.03. : de plus de 2.000 animaux	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.34. DETENTION DE VOLAILLES</b>						
<b>01.34.01. POULETTES, POULES PONDEUSES ET POULETS DE CHAIR</b>						
01.34.01.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : • d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole, • d'une zone d'habitat, • d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière, • d'une zone de loisirs, • ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code, d'une capacité : 01.34.01.01.01. : de 30 à 1.500 animaux 01.34.01.01.02. : de plus de 1.500 à 25.000 animaux 01.34.01.01.03. : de plus de 25.000 animaux	3 2 1	X	DE DE			
01.34.01.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.34.01.01. d'une capacité : 01.34.01.02.01. : de 50 à 20.000 animaux 01.34.01.02.02. : de plus de 20.000 à 40.000 animaux 01.34.01.02.03. : de plus de 40.000 animaux	3 2 1	X	DE DE			

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.34.02. CANARDS, OIES, DINDES, PINTADES ET AUTRES VOLAILLES</b>						
01.34.02.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.34.02.01.01. : de 20 à 750 animaux 01.34.02.01.02. : de plus de 750 à 13.000 animaux 01.34.02.01.03. : de plus de 13.000 animaux	3 2 1	X	DE DE			
01.34.02.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.34.02.01., d'une capacité : 01.34.02.02.01. : de 30 à 12.000 animaux 01.34.02.02.02. : de plus de 12.000 à 20.000 animaux 01.34.02.02.03. : de plus de 20.000 animaux	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.35. DETENTION DE RATITES (autruches, émeus, nandous,...)</b>						
01.35.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.35.01.01. : de 4 à 50 animaux 01.35.01.02. : de plus de 50 à 150 animaux 01.35.01.03. : de plus de 150 animaux	3 2 1	X	DE DE			
01.35.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.35.01., d'une capacité : 01.35.02.01. : de 10 à 300 animaux 01.35.02.02. : de plus de 300 animaux	3 1	X	DE			
<b>01.36. DETENTION DE LAPINS</b>						
01.36.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : 01.36.01.01. : de 30 à 1.500 animaux 01.36.01.02. : de plus de 1.500 à 25.000 animaux 01.36.01.03. : de plus de 25.000 animaux	3 2 1	X	DE DE			
01.36.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.36.01., d'une capacité : 01.36.02.01. : de 60 à 20.000 animaux 01.36.02.02. : de plus de 20.000 à 40.000 animaux 01.36.02.03. : de plus de 40.000 animaux	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.37. DETENTION DE GIBIERS</b>						
<b>01.37.01. : GRANDS GIBIERS DE 6 MOIS ET PLUS (cerf, chevreuil, daim, mouflon, ...)</b>						

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
01.37.01. 01.37.01.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 125 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• ou d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.37.01.01.01. : de 6 à 150 animaux</li> <li>01.37.01.01.02. : de plus de 150 à 500 animaux</li> <li>01.37.01.01.03. : de plus de 500 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.37.01.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.37.01.01. d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.37.01.02.01. : de 12 à 500 animaux</li> <li>01.37.01.02.02. : de plus de 500 animaux</li> </ul>	3 1	X	DE DE			
<b>01.37.02. : PETIT GIBIER (lièvre, faisan, perdrix, bécasse,...)</b>						
01.37.02.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 125 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>• d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>• d'une zone de loisirs,</li> <li>• ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.37.02.01.01. : de 30 à 1.500 animaux</li> <li>01.37.02.01.02. : de plus de 1.500 à 25.000 animaux</li> <li>01.37.02.01.03. : de plus de 25.000 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.37.02.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.37.02.01., d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.37.02.02.01. : de 60 à 20.000 animaux</li> <li>01.37.02.02.02. : de plus de 20.000 à 40.000 animaux</li> <li>01.37.02.02.03. : de plus de 40.000 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.38. DETENTION DE PIGEONS</b>						
01.38.01. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement sis en zone d'habitat ou à moins de 300 m : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une habitation de tiers existante, sauf si elle est sise en zone agricole,</li> <li>• d'une zone d'habitat,</li> <li>- d'une zone de services publics et d'équipement communautaire contenant une construction dans laquelle une ou des personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière,</li> <li>- d'une zone de loisirs,</li> <li>- ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code,</li> </ul> d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.38.01.01. : de 60 à 1.500 animaux</li> <li>01.38.01.02. : de plus de 1.500 à 20.000 animaux</li> <li>01.38.01.03. : de plus de 20.000 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.38.02. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.38.01. d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.38.02.01. : de 120 à 3.000 animaux</li> <li>01.38.02.02. : de plus de 3.000 à 40.000 animaux</li> <li>01.38.02.03. : de plus de 20.000 animaux</li> </ul>	3 1	X	DE			
<b>01.39. DETENTION D'AUTRES ANIMAUX</b>						
01.39.01. détention d'animaux de laboratoire d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.39.01.01. : de 20 à 200 animaux</li> <li>01.39.01.02. : de plus de 2.000 à 20.000 animaux</li> <li>01.39.01.03. : de plus de 20.000 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.39.02. Ruchers situés en zone d'habitat telle que définie à l'article 26 du CWATUP</b>	3					
<b>01.39.03. BATIMENT(S) OU TOUTE AUTRE INFRASTRUCTURE(S) D'HEBERGEMENT d'animaux élevés pour leur fourrure (autres que les lapins)</b> d'une capacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.39.03.01. : de 50 à 2.000 animaux</li> <li>01.39.03.02. : de plus de 2.000 à 20.000 animaux</li> <li>01.39.03.03. : de plus de 20.000 animaux</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE	2 2 2		

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteur de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.39.04. CHENILS, REFUGES, PENSIONS POUR CHIENS (à l'exception des installations et activités visées par la rubrique 92.53.)</b>						
01.39.04. Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement d'une capacité : 01.39.04.01. : de plus de 4 chiens et animaux et de moins de 10 chiens animaux de plus de 8 semaines 01.39.04.02. : de 10 chiens animaux et plus de plus de 8 semaines	3 2		DE	1,5 1,5		
<b>01.39.05. Verminières (élevage de larves, de mouches, vers de terre,...)</b>	2		DE			
<b>01.49.01. : SERVICES ANNEXES aux rubriques 01.20 à 01.28 relatives aux ACTIVITES D'ELEVAGE OU D'ENGRAISSEMENT OU RELEVANT DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE</b>						
01.49.01.01. : Dépôt en vrac ou en silo de céréales, grains et autres produits destinés à l'alimentation des animaux, à l'exception de la paille et du foin, d'une capacité supérieure à 50 m <sup>3</sup>	3					
01.49.01.02. : Stockage au champ d'effluents d'élevage tels que réglementés par les articles R.188 à R.202 du Code de l'eau, situés en zone d'habitat ou à moins de 50 m : • d'une habitation de tiers existante, • d'une zone d'habitat, • d'une zone de services publics et d'équipements communautaires à l'exception des infrastructures où personne ne séjourne ou exerce régulièrement une activité, • d'une zone de loisirs, • ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 du CWATUP ou par un plan communal d'aménagement tel que défini aux articles 48 et 49 du même Code.	3					
01.49.01.03. : Stockage de matières fertilisantes à l'exception de celles visées par les rubriques 63.12.10 et 63.12.20. et des effluents d'élevage tels que réglementés par les articles R.188 à R.232 du Code de l'eau, d'une capacité : 01.49.01.03.01. : de plus de 10 m <sup>3</sup> à 500 m <sup>3</sup> 01.49.01.03.02. : de plus de 500 m <sup>3</sup>	3 2		DE			
<b>01.49.02. : SERVICES ANNEXES aux rubriques 01.30 à 01.39. relatives à la détention d'animaux NE RELEVANT PAS DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE</b>						
01.49.02.01. : Dépôt d'effluents d'élevage d'un volume d'une capacité : 01.49.02.01.01. : supérieure à 10 m <sup>3</sup> et inférieure ou égale à 50 m <sup>3</sup> 01.49.02.01.02. : supérieure à 50 m <sup>3</sup>	3 2		OWD, DE			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, pour ce qui concerne les rubriques 0121 à 01.49.03.

Namur, le 22 décembre 2005.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 221

[2006/200054]

**22. DEZEMBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten, was die Rubriken 01.20 bis 01.49.03 betrifft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3, 21 und 87;  
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 22. Juni 2005 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung;

Aufgrund des Gutachtens des regionalen Kommission für Abfälle vom 30. Juni 2005;

Aufgrund des am 7. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund des am 12. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 26. September 2005 in Anwendung des Artikels 84 § 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;



In der Erwägung, dass seit dem Inkrafttreten des oben erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 die verschiedenen an dem Verfahren zur Einreichung einer Umweltgenehmigung beteiligten Akteure mehrere Probleme hervorgehoben haben, die u.a. mit der Interpretation der Rubriken, der unangemessenen Einstufung, der Ungleichheit zwischen vergleichbaren, jedoch unterschiedlich eingestuft Tätigkeiten, der mangelnden Übersichtlichkeit und einer ungenügenden oder schlecht angepassten Begleitung verbunden sind; dass diese Probleme bei allen landwirtschaftlichen Tätigkeiten regelmäßig auftreten;

In der Erwägung, dass in einer ersten Abänderung des oben erwähnten Erlasses vom 4. Juli 2002 versucht worden ist, eine Antwort auf bestimmte dieser Probleme zu geben; dass diese Abänderungen hauptsächlich auf die Einfügung von Fußnoten begrenzt waren, was bestimmte Rubriken oder Unterrubriken ausgehöhlt hat und die Umsetzung dieser Abänderungen erschwert hat; dass es daher unumgänglich geworden ist, eine grundlegende Revision der Rubriken vorzunehmen, um eine neue kohärente, besser zielgerichtete und leichter zu gebrauchende Klassifizierung vorzustellen, wobei ein gleichwertiges Niveau in Sachen Schutz der Umwelt und der Bevölkerung geboten wird, so wie es in Artikel 23 der Verfassung angefordert wird;

In der Erwägung, dass die vorliegende Abänderung fünf Leitlinien umfasst:

1° die Betriebe, deren Inhaber, der sogenannte "Landwirt", im landwirtschaftlichen Bereich arbeitet und daher die Erzeugung von Produkten der Landwirtschaft, des Gartenbaus oder der Tierzucht haupt-, teil- oder nebenberuflich betreibt, und die Tierzuchtbetriebe, die im Besitz einer natürlichen Person oder einer juristischen Person sind, die nicht dem Tätigkeitsbereich der Landwirtschaft angehört, separat einstufen;

2° die Einstufungsschwellen aller Rubriken auf dieselbe Weise ausdrücken;

3° die landwirtschaftlichen Tätigkeiten der Rubrik 01.2 "Tierzucht" neu einstufen, so dass die Umwelt und die Bevölkerung besser geschützt werden, dies insbesondere für die sogenannten "bodenunabhängigen Tierzuchtbetriebe", wobei u.a. die Auswirkung der Geruchsbelästigungen berücksichtigt wird;

4° neue Rubriken hinzufügen, um darin die Zucht von Labortieren und die Tierpensionen einzuschließen und die in der Nähe eines Wohngebiets und der angrenzenden Häuser stehenden Tierzuchtabwässerlager einzustufen;

5° die den landwirtschaftlichen Tätigkeiten zugeordneten zusätzlichen Dienstleistungen (Rubriken 01.20 bis 01.28) von den zusätzlichen Dienstleistungen unterscheiden, die Tierzuchtanlagen zugeordnet sind, die durch Personen, die keine Landwirte sind, betrieben werden (Rubriken 01.30 bis 01.38 und 01.39.03);

In der Erwägung, was die erste Leitlinie betrifft, dass die jetzige "Landwirtschaft, Jagd und zusätzliche Dienstleistungen" genannte Rubrik 01 die Tierzuchtaktivitäten, deren Zweck die Erzeugung von Tieren oder Nährstoffen ist, die direkt oder indirekt zur Nahrungsmittelverteilung (Landwirtschafts- und Gartenbaubereich) bestimmt sind, die Zucht von Tieren zu nicht-landwirtschaftlichen Zwecken, die Tierheime und Hundezwinger, die Köderzuchtbetriebe und Bienenhäuser ohne einzige Spezifikation umfasst; dass zum Beispiel im Falle eines im Besitz eines Landwirts befindlichen Zuchtbetriebs für Rinder, Schweine, Straußvögel, usw. und eines im Besitz eines "nicht-Landwirts" befindlichen Tierzuchtbetriebs - Tierheime und Hundezwinger, im Besitz von einem Pharmaunternehmen befindliche Rinderzuchtanlagen, Forschungszentren, im Besitz von Privatpersonen befindliche Tiere, usw. - diese beiden Tätigkeitsarten in derselben Rubrik erwähnt werden und dieselben Betriebsbedingungen einhalten müssen, wobei diese Tätigkeiten in der Praxis jedoch nicht als ähnlich umschrieben werden können; dass sie deswegen während des Verfahrens zur Untersuchung eines Antrags auf Genehmigung eine unterschiedliche Analyse erfordern und in mehreren Beziehungen einer unterschiedlichen Begleitung unterliegen; dass die kontradiktorischen Situationen, denen man bei der Untersuchung eines Antrags auf Genehmigung für Tätigkeiten begegnet, deren Zwecke grundsätzlich verschieden sind und die trotzdem ähnlich eingestuft werden, auf nicht erschöpfende Weise wie folgt lauten:

- was das Antragsformular betrifft: beide Antragsteller müssen dasselbe allgemeine Antragsformular sowie das zu den landwirtschaftlichen Tätigkeiten bestimmte Formular ausfüllen (Anlage 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2002 über die Umweltgenehmigung), dieselben Fragen jedoch nicht beantworten müssen;

- was die verordnungsmäßige Begleitung und die Untersuchung des Antrags betrifft: in der unten stehenden Tabelle werden auf nicht erschöpfende Weise die Elemente angegeben, die bei der Untersuchung eines Antrags auf Genehmigung für beide als Beispiel genommene Tätigkeitsarten zu berücksichtigen sind;

	Landwirtschaftliche Tierzucht	"Nicht-landwirtschaftliche" Tierzucht
Wohlbefinden der Tiere	Föderale Gesetzgebung	Föderale Gesetzgebung
Sektorenplan	Artikel 35 des WGRSE: zur Landwirtschaft bestimmtes Gebiet, der Landwirt darf dort wohnen	Artikel 35 des WGRSE: zur Landwirtschaft im allgemeinen Sinn bestimmtes Gebiet, ein nicht-Landwirt darf aber dort nicht wohnen
Bau und Einrichtung der Unterbringungsgebäude	WGRSE, föderale und wallonische Gesetzgebungen Begutachtungsinstanzen: DGATLP, DGA	WGRSE, föderale Gesetzgebung Instanzen: DGATLP
Lagerung der Tierzuchtabwässer	Artikel R.188 bis R.232 und R.460 des Wassergesetzbuches Begutachtungsinstanz: DGA	Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle Begutachtungsinstanz: OWD
Dichtigkeit der Lagerungsinfrastrukturen	Artikel R.188 bis R.232 und R.460 des Wassergesetzbuches Bestimmungen des Wassergesetzbuches bezüglich der Grundwasserentnahmestellen, der Wasserentnahmestellen, der Vorbeugung und der Überwachung (...) Begutachtungsinstanzen: DGA, Abteilung Wasser	Bestimmungen des Wassergesetzbuches bezüglich der Grundwasserentnahmestellen, der Wasserentnahmestellen, der Vorbeugung und der Überwachung (...) Begutachtungsinstanz: DGA, Abteilung Wasser

	Landwirtschaftliche Tierzucht	"Nicht-landwirtschaftliche" Tierzucht
Wohlbefinden der Tiere	Föderale Gesetzgebung	Föderale Gesetzgebung
Verwertung der Abwässer	Art. R.188 bis R.232 des Wassergesetzbuchs Begutachtungsinstanzen: Direktion des Bodenschutzes (Ausbringungskataster), Abteilung Wasser (Qualitätsverfahren)	Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle Begutachtungsinstanzen: OWD, Direktion des Bodenschutzes
Kataster der Ausbringungen	Artikel R.188 bis R.232 des Wassergesetzbuches Instanzen: DGRNE, Abteilung Wasser	Entfällt
"Nitrate-Survey"	Artikel R.188 bis R.232 des Wassergesetzbuches Instanzen: Abteilung Wasser	Entfällt

In der Erwägung, dass es daher Anlass gibt, folgende Abänderungen vorzuschlagen:

- in der Rubrik 01.2 "Tierhaltung" auf die dem Tätigkeitsbereich der Landwirtschaft angehörenden Betriebe zielen;
- die Rubrik 01.3. "Haltung von Tieren außerhalb Landwirtschaft" einrichten; Diese Rubrik würde ebenfalls die Hundezuchtbetriebe (Hundeheime und -zwinger), die Bienenhäuser und die Köderzuchtanlagen betreffen;
- in der Rubrik 01.30. auf die folgenden zurzeit nicht eingestufteten Tätigkeiten zielen;
  - o die Tierheime für Tiere gleich welcher Art;
  - o die Tierpensionen;
  - o die Zuchtanlagen für Labortiere;
- die Lagervorrichtungen für Tierzuchtabwässer, auf einer Infrastruktur oder auch nicht, einstufen, wenn sie in unmittelbarer Nähe eines Wohngebiets oder eines Hauses stehen;

- die Lagervorrichtungen für außerhalb des Tätigkeitsbereichs der Landwirtschaft erzeugte Tierzuchtabwässer einstufen, mit dem Ziel, ihre Lagerung durch Bestimmungen zu regeln, die mit denen, die den landwirtschaftlichen Betriebsinhabern durch das Wassergesetzbuch auferlegt werden, vergleichbar sind;

In der Erwägung, was die zweite Leitlinie betrifft, dass bei der Abfassung des oben erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 die vorgeschlagene Klassifikation auf den Begriff des erzeugten organischen Stickstoffes gestützt wurde; dass die mit der Handhabung der Tierzuchtabwässer (Lagerung und Ausbringung) verbundene Gefahr der Verunreinigung des Oberflächen- und des Grundwassers neben dem landwirtschaftlichen Verkehr, den Lärm- und Geruchsbelästigungen als eine der hauptsächlichsten durch die Tierzuchtbetriebe verursachten Belästigungen betrachtet wurde; dass die gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen, deren Ziel die Vorbeugung dieser Art Verunreinigung war, damals nicht genügt haben, um die Zunahme des Nitrats im Wasser zu bremsen;

dass diese Betrachtungsweise Rechnungen notwendig machte, um in einer Akte zur Beantragung einer Umweltgenehmigung die jährliche Erzeugung von organischem Stickstoff ab einer Tabelle zu ermitteln, die in der Anlage zum oben erwähnten Erlass vom 4. Juli 2002 mit der Überschrift "Jährliche stickstoffhaltige Erzeugung je tierische Kategorie" angeführt war; dass der Begriff der Erzeugung von organischem Stickstoff seit 2002 jedoch nicht mehr das hauptsächlichste Kriterium ist, um die landwirtschaftlichen Betriebe einzustufen, und dies aus verschiedenen Gründen; dass die Wallonische Region in der Tat das Programm zur nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft als ihre Antwort auf die Europäische Richtlinie 91/676/EWG zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen durch die Bezeichnung von gefährdeten Gebieten und die Einführung von angemessenen landwirtschaftlichen Gewohnheiten angenommen hat; dass diese Grundsätze im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, der auch als "Nitrate-Erlass" allgemein bekannt ist, bestimmt worden sind und jetzt in den Artikeln R.188 bis R.232 und R.460 des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches enthalten sind; dass diese Bestimmungen, die nur auf die landwirtschaftlichen Tätigkeiten anwendbar sind, neue Regeln in Bezug auf die Mengen der zu auszubringenden Düngstoffe, die Zeiträume und die Bedingungen für die Ausbringung, die Modalitäten zur Lagerung des Tierdunges, die im Hinblick auf die Einhaltung der Ausbringungszeiträume eine Auffangkapazität von 6 Monaten haben muss, die Verpflichtungen in Sachen Dichtigkeit der Lagerungsinfrastrukturen, ... festlegen; dass die Angleichung der Lagerungsinfrastrukturen an die geltenden Vorschriften, die auf der Grundlage eines in Artikel R.460 des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches bestimmten Fälligkeitsplans auferlegt wird, ein Anreiz ist, um die Einrichtung der Tierzuchtgebäude und die Erzeugung des Tierdunges auf globalere Weise zu überdenken; dass die hauptsächlichsten Verwaltungen, die mit der Begleitung dieser Angelegenheit beauftragt sind, neben der Umweltpolizei für die Kontrolle, die Generaldirektion der Landwirtschaft und die Direktion des Bodenschutzes der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt (Kataster der Ausbringungen) sind; dass eine Begleitungsstruktur eingerichtet worden ist, um den Landwirten zu helfen, ihren diesbezüglichen Verpflichtungen nachzukommen (Nitrawal); dass andererseits das Urteil Nr. 139.888 des Staatsrats vom 27. Januar 2005 die Unabhängigkeit der Verwaltungspolizei festlegt, die mit der Kontrolle der Bestimmungen des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches in Sachen nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft verbunden ist und der Verwaltungspolizei, die mit der Einhaltung der verordnungsmäßigen Bestimmungen in Sachen Umweltgenehmigung verbunden ist;

In der Erwägung, dass die Erzeugung von organischem Stickstoff durch einen Tierzuchtbetrieb dementsprechend nicht mehr als Schlüsselement bei der Einstufung eines landwirtschaftlichen Betriebs betrachtet wird, da die diesbezüglichen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen und deren Kontrolle bestehen und unabhängig von dem Verfahren in Sachen Umweltgenehmigung angewandt werden; dass die Untersuchung einer Akte bezüglich eines Antrags auf Genehmigung für eine landwirtschaftliche Tätigkeit den Gesichtspunkt der "Abwässerverwaltung" nicht mehr zu sehr berücksichtigen sollte, dies aufgrund der neuen Reform der Gemeinsamen Agrarpolitik, die den Grundsatz der Konditionalität einführt und dadurch einen starken Anreiz schafft, so dass die Landwirte innerhalb der auferlegten Fristen die Schritte unternehmen, um ihre gesamten Betriebe und Tätigkeiten den in den Artikeln R.188 bis R.232 des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffes in der Landwirtschaft vorgesehenen Verpflichtungen anzupassen; dass die Einziehung der Direktzahlungen in der Tat seit dem 1. Januar 2005 der Einhaltung seitens der Landwirte von verordnungsmäßigen Anforderungen in Sachen Verwaltung (Anlage III zur Verordnung (EG) 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe) und der Einhaltung der "guten landwirtschaftlichen

und umweltbezogenen Bedingungen" (Anlage IV zur Verordnung) unterliegt; dass die folgenden fünf Europäischen Richtlinien in Sachen Umwelt unter den verordnungsmäßigen Anforderungen in Sachen Verwaltung stehen:

- die Richtlinie 91/676/EWG zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;
- die Richtlinie 96/278/EWG über den Schutz der Umwelt und insbesondere der Böden bei der Verwendung von Klärschlamm in der Landwirtschaft;
- die Richtlinie 80/68/EWG über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe;
- die Richtlinie 79/409/EWG über die wildlebenden Vogelarten;
- die Richtlinie 92/43/EWG zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen;

In der Erwägung, dass aus dem Lesen der Vorbereitungsarbeiten außerdem hervorgeht, dass das Kriterium der Erzeugung von organischem Stickstoff, das damals als wichtig betrachtet wurde, nur für bestimmte Tierzuchtarten übernommen worden ist; dass in der Tat nur bestimmte Rubriken (Schweine, Geflügel, Laufvögel) Einstufungsschwellen aufweisen, die entweder als Menge von Tieren oder als jährlich erzeugte Menge von organischem Stickstoff ausgedrückt werden, während die Problematik der Verwaltung der Abwässer ebenfalls für die Betriebe besteht, in denen Kälber, Kaninchen, Tauben, Wild gemästet werden und die Belästigungen verursachen können, die genau so schädlich wie Hühner- bzw. Schweineställe sein können; dass dieses Kriterium andererseits auch eine Diskriminierung zwischen Zuchtbetrieben innerhalb derselben Rubrik zur Folge hat (der Schwellenwert der Umweltverträglichkeitsprüfung für Legehennen wird zum Beispiel bei 32 255 Tieren erreicht, während er bei Fleischhähnchen nur dann erreicht wird, wenn die Anzahl Tiere 40 000 erreicht); dass die Berechnung zudem auf der Grundlage der Tabelle vorgenommen wird, die in der Anlage I zum Erlass vom 4. Juli 2002 steht und die Überschrift "Jährliche stickstoffhaltige Erzeugung je tierische Kategorie" trägt;

In der Erwägung, dass die Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft nicht auf eine zum Zeitpunkt des Antrags auf Genehmigung oder bei der Erneuerung der Genehmigung erstellte Rechnung reduziert werden kann; dass ebenfalls zu beachten ist, dass diese Einstufungsart nicht für das Projekt repräsentativ ist, das Gegenstand des Antrags auf Genehmigung ist, weil sie auf der zum Zeitpunkt der Abfassung des Antrags bestehenden Situation fußt, während das Alter und die Anzahl der Tiere (Verkauf, Tod, wechselnde Anzahl Geburten), die bei der Antragstellung erwähnt wurden, sich in den folgenden Wochen entwickeln, was eine Änderung der Menge des erzeugten Stickstoffes verursacht;

In der Erwägung, dass es daher aufgrund der Sorge um die Kohärenz erforderlich wäre, dass im Rahmen des oben erwähnten Erlasses vom 4. Juli 2002 der durch die Artikel R.188 bis R.232 des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches im Rahmen des Qualitätskonzepts eingeführte Grundsatz der Abweichung von den Normen in Sachen Stickstofferzeugung angenommen würde, aufgrund dessen die Berechnung des in einem Betrieb erzeugten organischen Stickstoffs auf der Grundlage der Erzeugungsvolumen und Stickstoffgehalte des Betriebs erfolgen kann;

In der Erwägung, was die dritte Leitlinie betrifft, dass bei der Untersuchung eines Antrags auf Genehmigung hervorgeht, dass die tatsächlichen Gegebenheiten dazu zwingen, das Wohngebiet und jeden anderen empfindlichen Empfänger gegen die durch den Verkehr verursachten Belästigungen und die Lärm- und Geruchsbelästigungen zu schützen; dass eine strengere Einstufung zurzeit nur im Wohngebiet gilt; dass ein landwirtschaftlicher Betrieb in unmittelbarer Nähe eines Wohngebiets oder einfach einer keinem Wohngebiet angehörenden Wohnung von Dritten oder auch eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter so eingestuft wird, als wenn er völlig isoliert in einem Agrargebiet stehen würde; dass man unter empfindlichem Empfänger die benachbarten Wohnungen versteht, mit Ausnahme der Wohnung des Betreibers, der Schulen, der Krankenhäuser, der Heime, der Freizeitgebiete, usw. d.h. die Gebiete, in denen Personen leben, sowie die Gebiete, in denen sich gefährdetere Personen wie Kinder, Kranke, ältere Leute aufhalten; dass die großen Tierzuchtbetriebe große Einrichtungen (Gebäude mit dynamischer Belüftung, Anlage zur automatischen Behandlung der Milch, Lagerung des Futters in Silos, Lagerung des Mistes und/oder der Gülle, mit der Anlieferung des Futters und der Tiere verbundener Verkehr...) benötigen können, was die Gefahr der Geruchs- bzw. Lärmbelästigung erhöht, wenn sie nahe an einem Wohngebiet oder einem empfindlichen Empfänger stehen; dass die Verwaltung in diesem Fall jede Akte einzeln behandelt und dass oft besondere Bedingungen vorgeschlagen werden; dass die nicht bedeutsame Auswirkung der Lärm- und Geruchsbelästigungen von Betrieben, die weit von einem Wohngebiet oder einem empfindlichen Empfänger stehen, wiederum in den meisten Fällen Anlass zu keinen Klagen bei der öffentlichen Untersuchung und zu einem vereinfachten Analysebericht über die Auswirkungen, in dem das Auferlegen von für alle Zuchtbetriebe geltende Betriebsgenehmigungen beschlossen wird, gibt; dass in Anbetracht dieser Gegebenheit vorgeschlagen wird, die dem Bereich der Landwirtschaft angehörenden Betriebe auf der Grundlage von zwei Kriterien einzustufen: einerseits die Anzahl Tiere und andererseits ihr Standort entweder in einem Wohngebiet oder in der Nähe von einem empfindlichen Empfänger, wobei u.a. die Auswirkungen der Geruchsbelästigungen zu berücksichtigen sind; dass andere besondere Parameter ebenfalls berücksichtigt werden, wie z.B. der gefährliche Charakter der Straußvögel oder auch der intensive Charakter bestimmter so genannter "industrieller oder bodenunabhängiger" Zuchtbetriebe; dass diese Einstufung zum Ziel hat, die Betriebe, deren Betreibung eine geringe Auswirkung auf die Umwelt und den Menschen hat, die unter strikter Einhaltung der gesamten Bedingungen begrenzt werden kann, und die Betriebe, für die eine tiefgehende Analyse des Projekts notwendig ist, um über die Vereinbarkeit oder die Nichtvereinbarkeit des Betriebs mit seiner Umwelt zu bestimmen und für die das Auferlegen von besonderen Betriebsgenehmigungen zu berücksichtigen ist, erkennen und voneinander unterscheiden zu können; dass die Auswirkung der "Gerüche" ein wesentliches zu berücksichtigendes Kriterium ist, wobei die Lärmbelästigungen in der Wallonischen Region bereits geregelt sind; dass die Emission von geruchsbelästigenden Abwässern in der Tat die Grundlage für zahlreiche Streitsachen zwischen den Betreibern und den Anwohnern ist, dies vor allem im Rahmen von Projekten zur bodenunabhängigen Zucht von Geflügel, Schweinen oder Kaninchen; dass es sich in der vorgeschlagenen Maßnahme und im Rahmen des erneuerten Zukunftsvertrags darum handelt, eine harmonische Koexistenz zwischen den landwirtschaftlichen Betriebsinhabern und der Bevölkerung zu sichern; dass die Ausgangshypothese darin besteht, dass, was die Einwohner der städtischen Wohngebiete als unannehmbar betrachten, durch die Einwohner eines Mehrzweckgebiets (Wohngebiet + landwirtschaftliche Betriebe) und umso mehr durch die Einwohner eines Agrargebiets besser angenommen wird; dass es daher Anlass gibt, einerseits das Wohngebiet und bestimmte "empfindliche" Gebiete oder Empfänger von dem Wohngebiet mit ländlichem Charakter und dem Agrargebiet zu unterscheiden, wobei die beiden Letzteren gemäß dem Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zur Landwirtschaft bestimmt sind; dass es danach Anlass gibt, dass die Rubriken auf einer kritischen Entfernung X zu dem Wohngebiet und zu einem empfindlichen Empfänger fußen, wobei diese Entfernung auf der Grundlage einer empirischen Methode zur Berechnung der Entfernung in Sachen Ausbreitung der Gerüche festgesetzt wird; dass der Schwellenwert der Klasse 1 gemäß den Bestimmungen der Richtlinie 97/11/EG des Rates vom 3. März 1997 über die Umweltverträglichkeitsprüfung und dem Artikel 23 der Verfassung festgesetzt wird; dass die Klassen 2 und 3 wie folgt strukturiert sind:

- die Gebäude oder Infrastrukturen, die in einer Entfernung von dem Wohngebiet und von einem empfindlichen Empfänger, die kleiner als die kritische Entfernung X ist, und für die es Anlass gibt, eine tiefgehende Analyse wie oben erwähnt vorzunehmen, gehören der Klasse 2 an. So ist es der Verwaltung möglich, diese Projekte einzeln zu analysieren und gegebenenfalls besondere Betriebsbedingungen aufzuerlegen;



- für die Gebäude oder Infrastrukturen, die über die kritische Entfernung X stehen, kann jedoch betrachtet werden, dass die Restauswirkungen auf die Nachbarschaft wie der Verkehr, die Gerüche, der Lärm oder die Schwingungen wenig belastend sind und sie daher der Klasse 3 angehören;

In der Erwägung, dass man unter Gebäude oder Unterbringungsinfrastruktur jedes Gebäude oder jeden Raum oder jeden Teil eines Gebäudes versteht, in dem Tiere gehalten werden, dies mit Ausnahme der auf den Weideparzellen stehenden und zum Schutz der Tiere gegen ungünstige Witterungsverhältnisse dienenden Unterstände;

In der Erwägung, dass die für die Einstufung im Sinne der Rubriken 01.20. bis 01.28., 01.30. bis 01.38. und 01.49.01.02 berücksichtigten Entfernungen diejenigen sind, die zwischen den Fassadenwinkeln, die am nächsten an dem betroffenen Gebäude oder an der betroffenen Unterbringungsinfrastruktur stehen, und einer bestehenden Wohnung von Dritten oder zwischen dem Fassadenwinkel des betroffenen Gebäudes oder der betroffenen Unterbringungsinfrastruktur und der Grenze des/der für die Festlegung der Schwellenwerte der Rubriken 01.20. bis 01.28., 01.30. bis 01.38. und 01.49.01.02 in Frage kommenden Gebiets/Gebiete bestehen;

In der Erwägung, dass es im Fall der in den jetzigen Rubriken 01.23., 01.24. und 01.25. erwähnten Kälber-, Schweine-, Geflügel und Kaninchenzuchtbetriebe, die Zuchtbetriebe mit sogenanntem intensivem Charakter sind (hohe Anzahl von während des ganzen Produktionszyklus in einem Unterbringungsgebäude lebenden Tiere, bodenunabhängige Tierzucht), vorgeschlagen wird, eine Zwischenklasse 2 zu behalten, wenn der Betrieb außerhalb der Entfernung X steht; dass es in der Tat Anlass gibt, die Vermehrung an einem und demselben Standort von Projekten der Klasse 3 zu vermeiden, für die die Anzahl Tiere an die oberen Schwellenwerte grenzt (z.B. ein Projekt zur Zucht von Schweinen in geschlossenem Kreis, das nicht in der Rubrik 01.03.3.1. erwähnt wird und eine Zuchtanlage für 300 Säue, 1900 Mastschweine und 2900 schon abgesetzte Ferkel enthält); In der Erwägung, dass es im Fall der in den jetzigen Rubriken 01.23., 01.24. und 01.25. erwähnten Kälber-, Schweine-, Geflügel und Kaninchenzuchtbetriebe, die Zuchtbetriebe mit sogenanntem intensivem Charakter sind (hohe Anzahl von während des ganzen Produktionszyklus in einem Unterbringungsgebäude lebenden Tiere, bodenunabhängige Tierzucht), vorgeschlagen wird, eine Zwischenklasse 2 zu behalten, wenn der Betrieb außerhalb der Entfernung X steht; dass es in der Tat Anlass gibt, die Vermehrung an einem und demselben Standort von Projekten der Klasse 3 zu vermeiden, für die die Anzahl Tiere an die oberen Schwellenwerte grenzt (z.B. ein Projekt zur Zucht von Schweinen in geschlossenem Kreis, das nicht in der Rubrik 01.03.3.1. erwähnt wird und eine Zuchtanlage für 300 Säue, 1900 Mastschweine und 2900 schon abgesetzte Ferkel enthält);

In der Erwägung, dass die obere Schwelle der aktuellen Klasse 3 aus demselben Grund erhalten werden soll, wenn sich der Betrieb innerhalb der Entfernung X befindet;

In der Erwägung, dass im Fall der Zuchtbetriebe für Rinder, Schafe, Ziegen und Equiden, die Zuchtbetriebe mit einem sogenannten extensiven Charakter sind (Beweidung während der warmen Saison), die Klasse 2 jedoch nicht erhalten wird, wenn der Betrieb sich außerhalb der Entfernung X befindet; dass die Schwelle, ab der eine Umweltverträglichkeitsprüfung für Rinder zurzeit nötig ist, weiterbestehen bleibt und für alle Zuchtbetriebe dieses Typs verallgemeinert wird;

In der Erwägung, dass die kritische(n) Entfernung(en) X wie folgt bestimmt wird/werden: In der Erwägung, dass die kritische(n) Entfernung(en) X wie folgt bestimmt wird/werden:

- in Ermangelung von gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Normen werden empirische Berechnungsmethoden verwendet, um die geruchsmäßige Auswirkung einer Tierzucht zu bewerten und um zu schätzen, ob die benachbarten Wohnungen außerhalb der erforderlichen Minimalentfernung stehen d.h. in einer solchen Entfernung, dass eine Geruchsbelästigung nur in einer begrenzten Anzahl von Fällen und auf einem annehmbaren Niveau entstehen wird;

- mehrere Länder bzw. Regionen schlagen Empfehlungen vor, die aus empirischen Formeln oder Rechentafeln bestehen und anhand deren die Entfernung zwischen einer Tierzucht und Wohngebieten je nach der Anzahl und der Art der Tiere und sonstigen Parametern berechnet wird;

- im Rahmen der Untersuchung der Akten in Sachen Antrag auf Umweltgenehmigung verwenden die Planungsbüros sowie die Verwaltung im Allgemeinen die folgenden fünf empirischen Methoden: die deutsche Methode (TA-Luft), die niederländische Methode (Hinderwet), die flämische Methode (Universität Gent), die schweizerische Methode (FAT) und seit kurzem die österreichische Methode;

- im Rahmen des Erlassentwurfes hat sich die Verwaltung an einer durch die Wallonische Region finanzierten Studie und "Etude comparative entre les différents méthodes d'estimation de la distance minimum d'implantation pour des bâtiments d'élevage par rapport aux zones d'habitat et aux habitations isolées" gennanten Studie (Nicolas J. - ULg - 2002) inspiriert. In dieser Studie empfiehlt der Verfasser die Verwendung der österreichischen Leitlinie, da diese zahlreiche Faktoren berücksichtigt und auf das wallonische Gebiet unter Vorbehalt der Anpassung von bestimmten Gewichtungsfaktoren auf die wallonischen Begebenheiten angewandt werden kann;

- mehrere Arbeiten sind danach durch Herrn Jacques Nicolas (ULg) auf Anfrage der "Filière porcine wallonne" (FPW) und der "Filière avicole et cunicole wallonne" (FACW) im Rahmen der Arbeitsgruppe "Umwelt und Raumordnung" erstellt worden. Die Studie "Vers une proposition de mode de détermination de la distance minimale à respecter entre les bâtiments d'élevage et les habitations" - J. Nicolas, 2004 hat zum Ziel, eine auf die Wallonische Region anwendbare Methode zur Bestimmung der zwischen einem Tierzuchtgebäude und den bestehenden Wohnungen oder Wohngebieten einzuhaltenen Minimalentfernung zu entwerfen. Der Verfasser dieser Studie hat ebenfalls die Machbarkeit der in anderen Ländern oder Regionen bestehenden Leitlinien auf der Grundlage von konkreten Fällen mit Besichtigung der Standorte getestet;

In der Erwägung, dass diese Überlegungen im vorliegenden Erlass integriert sind; dass, was die Bestimmung der "kritischen" Entfernung und der Klassenschwellenwerte betrifft, die meisten in der Wallonischen Region begegneten tierischen Erzeugungen die Zucht von Rindern, von Schweinen und von Hühnern und Hähnchen sind; dass für die Schätzung der kritischen Einstufungsschwellenwerte die folgenden drei Kategorien aufgrund der Ähnlichkeit der Auswirkungen auf die Umwelt und der Führung der Tierzucht berücksichtigt worden sind:

- die Rinder, Schafe, Ziegen, Pferde und das Wild;
- das Geflügel und die Kaninchen;
- die Schweine;

In der Erwägung, dass das Vorsorgeprinzip bei der Bestimmung der Entfernung X dazu führt, dass die restriktivsten Hypothesen und Parameter verwendet werden;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, den Begriff der bestehenden Wohnung von Dritten zu bestimmen; dass so ein wie folgt verfasster Artikel 3bis in den oben erwähnten Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 eingefügt wird:

«Art. 3bis - Für die Anwendung der Rubriken 01.20 bis 01.28, 01.35 und 01.49.1.2. wird bei einem Antrag auf Genehmigung für ein neues Projekt oder bei der Erneuerung einer Betriebsgenehmigung als bestehende Wohnung von Dritten jedes Gebäude betrachtet, das am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft (29. November 2002) bestand und in dem sich eine oder mehrere Personen gewöhnlich aufhalten.»;



In der Erwägung, dass der Wortlaut "sich aufhalten" im allgemeinen Sinne voraussetzt, dass die Nacht dort verbracht wird; dass es sich hier wohl um das handelt, was im vorliegenden Projekt vorgeschlagen wird; dass der Begriff des "gewöhnlichen" Aufenthalts voraussetzt, dass Häuser, die nur am Wochenende oder einige Wochen im Jahr bewohnt werden, auszuschließen sind; dass der Begriff des Dritten voraussetzt, dass die Wohnung des Betreibers nicht zu berücksichtigen ist;

In der Erwägung, dass der Wortlaut "Betriebsgenehmigung" die Gesamtheit der Genehmigungen deckt, über welche die landwirtschaftlichen Betreiber verfügen können, d.h. die Umwelt- und Globalgenehmigungen, die A.A.S.O.-Genehmigungen sowie die aufgrund des Artikels 25 der A.A.S.O oder im Rahmen der Umweltgenehmigung ausgestellten Genehmigungen;

In der Erwägung, dass die Einstufung nicht durch die Anwesenheit von solchen Gebieten beeinflusst wird, solange die Bestimmung eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung unter Einhaltung der verordnungsmäßigen Mittel nicht bestimmt worden ist; dass die Einstufung wiederum davon abhängt, wenn sie zum Wohnen und zum Aufenthalt im Sinne des Artikels 26 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bestimmt sind;

In der Erwägung, dass die Einstufung eines bestehenden Betriebs nicht während der Gültigkeitsdauer der Genehmigungen oder Erklärungen überprüft wird, dass dies aber bei den Erneuerungen berücksichtigt wird; dass dasselbe im Fall einer etwaigen Abänderung des ein Wohngebiet im Sinne des Artikels 26 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe oder ein Freizeitgebiet oder ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen schaffenden Sektorenplans gilt;

In der Erwägung, dass, was das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen betrifft, das gesamte Gebiet berücksichtigt werden muss, wenn es ein den Bestimmungen der Rubrik entsprechendes Gebäude enthält; dass, falls ein solches Gebäude in einem solchen Gebiet gebaut wird, die Einstufung eines bestehenden Betriebs während der Gültigkeitsdauer der Genehmigungen oder Erklärungen nicht überprüft wird, dass dies aber bei den Erneuerungen berücksichtigt wird;

In der Erwägung, dass, was die vierte Leitlinie betrifft, die Schwellenwerte für die Haltung von Tieren durch Personen, die sich nicht der Erzeugung von Produkten aus der Landwirtschaft oder dem Gartenbau widmen, mit denen, die für den Tätigkeitsbereich der Landwirtschaft festgelegt sind; dass ebenfalls vorgeschlagen wird, die Pensionen und Heime für Wirbeltiere sowie die Zuchtanlagen für Labortiere, die zurzeit nicht eingestuft sind, zu berücksichtigen; dass Betriebe dieser Art in der Tat so viele Belästigungen für die Umwelt wie die Hundezwinger und -heime verursachen können (Rubrik 01.25.02);

dass die Begriffe "Hundezwinger, Tierheime und -Pensionen" auf dem Königlichen Erlass vom 19. August 1998 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 17. Februar 1997 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Hundezuchtstätten, Katzenzuchtstätten, Tierheime, Tierpensionen und Tierhandelsunternehmen und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren fußen; dass unter Hundezwinger (Hundezucht) somit ein Betrieb bezeichnet wird, in dem Hündinnen im Hinblick auf die Fortpflanzung gehalten werden; dass unter Tierheim ein Betrieb bezeichnet wird, in dem verlorene, verlassene, verwaarloste, gepfändete oder konfiszierte Tiere untergebracht und gepflegt werden; dass unter Tierpension ein Betrieb bezeichnet wird, in dem durch ihren Eigentümer anvertraute Tiere während einer begrenzten Zeit gegen Bezahlung gepflegt und untergebracht werden; dass die jetzige Einstufung für Hundezwinger und Tierheime aufrechterhalten wird, um den besonderen Charakter der durch das Bellen verursachten Lärmbelästigungen zu berücksichtigen; dass die die Labortiere betreffende Rubrik die Wirbeltiere betrifft, die in einem Labor im Hinblick auf Experimente gehalten werden und die nicht ausdrücklich in den Rubriken 01.30 bis 01.38 und 01.39.03 erwähnt werden; dass das Halten von exotischen Tieren in der Rubrik 92.53.01 erwähnt wird;

In der Erwägung, dass es, was die fünfte Leitlinie betrifft, Anlass gibt, die einem landwirtschaftlichen Betrieb zugeordneten zusätzlichen Diensten von den einem Tierzuchtbetrieb, der nicht unter den Bereich der Landwirtschaft fällt, zugeordneten zusätzlichen Diensten zu unterscheiden;

In der Erwägung, dass, was die einem landwirtschaftlichen Betrieb angehörenden Lager von pflanzlichen Stoffen betrifft, ein Tierzuchtbetrieb Futterlager benötigt; dass der Standort von solchen Lagern oder deren schlechte Verwaltung bestimmte Probleme für deren Nachbarschaft stellen können (Gerüche, übelriechende Abflüsse, Ungeziefer); dass es diesbezüglich Anlass gibt, sich die Möglichkeit vorzubehalten, Maßnahmen für solche Einrichtungen zu erfassen, ohne jedoch auf das Verfahren der Umweltgenehmigung zurückzugreifen; dass daher vorgeschlagen wird, die Lager für Getreide, Körner und andere zur Fütterung bestimmte Produkte, lose oder in Silos, in die Klasse 3 aufzunehmen; dass diese Rubrik die am Rande der Parzellen befindlichen Ernten, die noch zu einem Lagerungsort zu bringen sind, nicht betrifft; dass in Artikel R.196 des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches bestimmt wird, dass die aus der Lagerung der pflanzlichen Stoffe stammenden Flüssigkeiten aufzufangen sind; dass die jetzige Rubrik 01.49.03 Lager dieser Art nur dann betrifft, wenn sie sich in einem Silo befinden, während dieselben Stoffe, die lose gelagert werden, vergleichbare Belästigungen verursachen können;

In der Erwägung, dass, was die Lager von Düngstoffen auf den Feldern betrifft, die durch einen Landwirt betrieben werden, vorgeschlagen wird, zwei Unterrubriken zu schaffen, um die durch die Artikel R.197 bis R.202 des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches bezüglich der Techniken zur Lagerung der Tierzucht-abwässer geregelten Lager von Düngstoffen (Mist, Gülle, Geflügelausscheidungen) von durch einen landwirtschaftlichen Betriebsinhaber betriebenen Lagern von anderen Kategorien von Düngstoffen (mit Ausnahme der in der Rubrik 63.12.20 erwähnten Düngemitteln) zu unterscheiden; dass die Bestimmungen der Artikel R.197 bis R.202 des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches, die eingeführt wurden, um der mit den Lagern von Tierzucht-abwässern verbundenen Gefahr der Verunreinigung des Oberflächen- und des Grundwassers vorzubeugen, technische Vorschriften sind, die nur die betroffenen Lager von Mist, Gülle und Geflügelausscheidungen betreffen; dass es zweckmäßig ist, dass die Lagerung von anderen in der Landwirtschaft verwendeten Düngstoffen auf technischer Ebene auf die gleiche Art begleitet wird; dass für die Lagerung von anderen in der Landwirtschaft verwendeten Düngstoffen Artikel R.195 des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches, durch den die direkte Einleitung von Düngstoffen in den Untergrund, die Kanalisation oder das Oberflächenwasser verbietet, in der Tat nicht genügt; dass es, was die Lagerung von auf einem Bauernhof erzeugten Abwässern betrifft, jedoch Anlass gibt, eine Einstufung für die Lagerung von Tierzucht-abwässern aufrechtzuerhalten, weil ein solches Lager in unmittelbarer Nähe der Wohnungen die Ursache von Belästigungen für deren Bewohner sein kann; dass daher vorgeschlagen wird, die Lagerung von solchen Abwässern einzustufen, wenn sie sich weniger als 50 m von den "empfindlichen" Empfängern und einem Wohngebiet entfernt befinden; dass das in der Bezeichnung der Rubrik 01.49.01.02 verwendete Wort "Lagerplatz" für die Lagerung auf dem Feld gilt, unabhängig davon, ob auf einer Infrastruktur oder nicht; dass, was die Lagerung von Düngstoffen, die keine Düngemittel sind und nicht durch die Bestimmungen des Wassergesetzbuches in Bezug auf die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betroffen sind, betrifft, der Vorschlag darin besteht, eine Rubrik 01.49.01.03 mit einer Klasse 2 und einer Klasse 3 einzurichten; dass der Schwellenwert der Klasse 3 auf 500 m<sup>3</sup> festgesetzt ist, wobei dieser Wert das Volumen der für die Ausbringung auf ca. 10 ha notwendigen Düngstoffe darstellt; dass ein Erlass der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der gesamten Bedingungen in Bezug auf Rubrik 01.49.01.03 in Vorbereitung ist und technische Vorschriften enthalten wird, die die Gefahr der Verunreinigung des Oberflächen- und Grundwassers zum Ziel haben werden und die mit dem, was für die Lager von Mist, Gülle und Geflügelausscheidungen auferlegt wird, vergleichbar sein werden; dass, wenn die Bestimmungen des Wassergesetzbuches in Bezug auf die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft später durch technische Bestimmungen für die Lagerung anderer Düngstoffe vervollständigt werden, diese dann durch

die Rubrik 01.49.01.02. betroffen werden könnten; dass beide vorgeschlagene Unterrubriken 01.49.01.02. und 01.49.01.03. die eine Lagerung bildenden Lager betreffen, dies mit oder ohne Infrastruktur, und nicht die am Rande des Feldes kurz vor der Ausbringung bestehenden Lager;

In der Erwägung dass, was die Lager von Tierzucht abwässern betrifft, die mit einer nicht dem Bereich der Landwirtschaft angehörenden Tierzuchtanlage verbunden sind, die durch die Rubrik 01.49.02.01. betroffen sind, für diese Art Lager die Artikel R.188 bis R.202 des Buches II des das Wassergesetzbuches enthaltenden Umweltgesetzbuches in Bezug auf die Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft keine Anwendung finden; dass es daher unabdingbar scheint, sie auf die gleiche Weise wie die mit einem landwirtschaftlichen Betrieb verbundenen Lager von Tierzucht abwässern zu begleiten;

In der Erwägung dass, was die Lager von pflanzlichen Stoffen, die mit einer nicht dem Bereich der Landwirtschaft angehörenden Tierzuchtanlage verbunden sind, diese Art Lager durch die jetzige Rubrik 63.12.02 betroffen ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Rubriken 01.20 bis 01.49.03. und ihre Unterrubriken der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten werden durch die in der Anlage 1° zum vorliegenden Erlass erwähnten Rubriken ersetzt.

**Art. 2** - In demselben Erlass wird ein wie folgt verfasster Artikel 3bis hinzugefügt: "Für die Anwendung der Rubriken 01.20 bis 01.38 wird bei einem Antrag auf Genehmigung für ein neues Projekt oder bei der Erneuerung einer Betriebsgenehmigung als bestehende Wohnung jedes Gebäude betrachtet, das am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft bestand und in dem sich eine oder mehrere Personen gewöhnlich aufhalten."

**Art. 3** - Die Tabelle mit der Überschrift "Jährliche stickstoffhaltige Erzeugung je tierische Kategorie" der Anlage I zum selben Erlass wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 4** - Die Bezeichnung der Rubrik 63.12.10 "Organische Stoffe, anders als diejenigen, die in den Rubriken 01.49.02, 01.49.03 und 01.49.02 bestimmt sind (Lager für)", die in der Anlage I zum selben Erlass erwähnt wird, sowie die Klassenschwellenwerte werden durch folgende Bezeichnung und Schwellenwerte ersetzt:

<b>63.12.10.:</b> Lager für organische Stoffe (Mist, Geflügelkot, Abschaum, Schlämme,...) anders als diejenigen, die in den Rubriken 01.49.01.02., 01.49.01.03 und 01.49.02. bestimmt sind, 63.12.10.01.: von mehr als 10 m <sup>3</sup> bis 500 m <sup>3</sup> 63.12.10.02.: von mehr als 500 m <sup>3</sup>	3
	2

**Art. 5** - In der Rubrik 63.12.10 der Anlage I zum selben Erlass werden in der Spalte mit der Überschrift "Zu Rate zu ziehende Einrichtungen" die Abkürzung "DGA" durch "DE" ersetzt.

**Art. 6** - Die vor dem Inkrafttretensdatum des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge auf Genehmigung sowie die damit verbundenen Verwaltungsklagen werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln behandelt.

**Art. 7** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. November 2005

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

ANLAGE I — Landwirtschaft, Tierhaltung, zusätzliche Dienstleistungen

NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.2. TIERHALTUNG BZW. MAST IN VERBINDUNG MIT DEM SEKTOR DER LANDWIRTSCHAFT (von einem Landwirt ausgeübte Tätigkeiten)</b>						
<b>01.20. RINDER</b>						

NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.20.01. Ab einem Lebensalter von 6 Monaten</b>						
01.20.01.01. Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 125 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.20.01.01.01.: von 2 bis 150 Tieren 01.20.01.01.02.: von 151 bis 500 Tieren 01.20.01.01.03.: von mehr als 500 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.20.01.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.20.01.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.20.01.02.01.: von 4 bis 500 Tieren 01.20.01.02.02.: von mehr als 500 Tieren	3 1	X	DGA			
<b>01.20.02. MASTKÄLBER, zwischen 2 Wochen und weniger als 6 Monate alt, mit Ausnahme der Saugkälber</b>						
01.20.02.01. Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.20.02.01.01.: von 2 bis 150 Tieren 01.20.02.01.02.: von 151 bis 1.000 Tieren 01.20.02.01.03.: von mehr als 1.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.20.02.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.20.02.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.20.02.02.01.: von 50 bis 400 Tieren 01.20.02.02.02.: von 401 bis 1.000 Tieren 01.20.02.02.03.: von mehr als 1.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.21. SCHAFE ODER ZIEGEN, 6 MONATE ALT UND ÄLTER</b>						
01.21.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 125 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.21.01.01.: von 2 bis 150 Tieren 01.21.01.02.: von 151 bis 500 Tieren 01.21.01.03.: von mehr als 500 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.21.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.21.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.21.02.01.: von 4 bis 500 Tieren 01.21.02.02.: von mehr als 500 Tieren	3 1	X	DGA			

NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.22. EQUIDEN AB EINEM LEBENSALTER VON 6 MONATEN</b>						
01.22.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 125 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.22.01.01.: von 2 bis 150 Tieren 01.22.01.02.: von 151 bis 500 Tieren 01.22.01.03.: von mehr als 500 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.22.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.22.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.22.02.01.: von 4 bis 500 Tieren 01.22.02.02.: von mehr als 500 Tieren	3 1	X	DGA			
<b>01.23.: SCHWEINE</b>						
<b>01.23.01.: SCHWEINE VON MEHR ALS 4 WOCHEN UND UNTER 30 KG</b>						
01.23.01.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.23.01.01.01.: von 4 bis 20 Tieren 01.23.01.01.02.: von 21 bis 2.000 Tieren 01.23.01.01.03.: von mehr als 2.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.23.01.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.23.01.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.23.01.02.01.: von 10 bis 1.000 Tieren 01.23.01.02.02.: von 1.001 bis 3.000 Tieren 01.23.01.02.03.: von mehr als 3.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.23.02.: NUTZSCHWEINE AB 30 KG (Aufzucht oder Mast)</b>						
01.23.02.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.23.02.01.01.: von 2 bis 10 Tieren 01.23.02.01.02.: von 11 bis 1.600 Tieren 01.23.02.01.03.: von mehr als 1.600 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.23.02.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.23.02.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.23.02.02.01.: von 4 bis 500 Tieren 01.23.02.02.02.: von 501 bis 2.000 Tieren 01.23.02.02.03.: von mehr als 2.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			



NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.23.03.: SÄUE UND EBER</b>						
<p>01.23.03.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> <p>mit einer Kapazität:</p> <p>01.23.03.01.01.: von 2 bis 10 Tieren  01.23.03.01.02.: von 11 bis 600 Tieren  01.23.03.01.03.: von mehr als 600 Tieren</p>	3 2 1	X	DGA DGA			
<p>01.23.03.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.23.03.01. betroffen ist,</p> <p>mit einer Kapazität:</p> <p>01.23.03.02.01.: von 4 bis 300 Tieren  01.23.03.02.02.: von 301 bis 900 Tieren  01.23.03.02.03.: von mehr als 900 Tieren</p>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.23.04. WILDSCHWEINE ODER SONSTIGE SCHWEINARTIGE TIERE</b>						
<p>01.23.04.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> <p>mit einer Kapazität:</p> <p>01.23.04.01.01.: von 2 bis 10 Tieren  01.23.04.01.02.: von 11 bis 1.600 Tieren  01.23.04.01.03.: von mehr als 1.600 Tieren</p>	3 2 1	X	DGA DGA			
<p>01.23.04.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.23.04.01. betroffen ist</p> <p>mit einer Kapazität:</p> <p>01.23.04.02.01.: von 4 bis 500 Tieren  01.23.04.02.02.: von 501 bis 2.000 Tieren  01.23.04.02.03.: von mehr als 2.000 Tieren</p>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.24. GEFLÜGEL</b>						
<b>01.24.01. JUNGHENNEN, Zuchthennen, Legehennen und Fleischhähnchen</b>						
<p>01.24.01.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> <p>mit einer Kapazität:</p> <p>01.24.01.01.01.: von 30 bis 1.500 Tieren  01.24.01.01.02.: von 1.501 bis 25.000 Tieren  01.24.01.01.03.: von mehr als 25.000 Tieren</p>	3 2 1	X	DGA DGA			
<p>01.24.01.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.24.01.01. betroffen ist,</p> <p>mit einer Kapazität:</p> <p>01.24.01.02.01.: von 50 bis 20.000 Tieren  01.24.01.02.02.: von 20.001 bis 40.000 Tieren  01.24.01.02.03.: von mehr als 40.000 Tieren</p>	3 2 1	X	DGA DGA			

NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.24.02. ENTEN, GÄNSE, PUTEN, PERLHÜHNER UND SONSTIGES GEFLÜGEL</b>						
01.24.02.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.24.02.01.01.: von 20 bis 750 Tieren 01.24.02.01.02.: von 751 bis 13.000 Tieren 01.24.02.01.03.: von mehr als 13.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.24.02.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.24.02.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.24.02.02.01.: von 30 bis 12.000 Tieren 01.24.02.02.02.: von 12.001 bis 20.000 Tieren 01.24.02.02.02.: von mehr als 20.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.25. LAUFVÖGEL (Strauße, Emus, Nandus, ...)</b>						
01.25.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.25.01.01.: von 4 bis 50 Tieren 01.25.01.02.: von 51 bis 150 Tieren 01.25.01.03.: von mehr als 150 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.25.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.25.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.25.02.01.: von 10 bis 300 Tieren 01.25.02.02.: von mehr als 300 Tieren	3 1	X	DGA			
<b>01.26. KANINCHEN</b>						
01.26.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.26.01.01.: von 30 bis 1.500 Tieren 01.26.01.02.: von 1.501 bis 25.000 Tieren 01.26.01.03.: von mehr als 25.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.26.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.26.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.26.02.01.: von 60 bis 20.000 Tieren 01.26.02.02.: von 20.001 bis 40.000 Tieren 01.26.02.03.: von mehr als 40.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.27. WILD</b>						
<b>01.27.01.: GROSSWILD AB 6 MONATEN (Hirsche, Rehwild, Damhirsche, Muffelwild,...)</b>						

NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
01.27.01.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 125 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.27.01.01.01.: von 6 bis 150 Tieren 01.27.01.01.02.: von 151 bis 500 Tieren 01.27.01.01.03.: von mehr als 500 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.27.01.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.27.01.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.27.01.02.01.: von 12 bis 500 Tieren 01.27.01.02.02.: von mehr als 500 Tieren	3 1	X	DGA			
<b>01.27.02.: KLEINWILD (HASEN, FASANEN, REBHÜNER, SCHNEPFEN,...)</b>						
01.27.02.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 125 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.27.02.01.01.: von 30 bis 1.500 Tieren 01.27.02.01.02.: von 1.501 bis 25.000 Tieren 01.27.02.01.03.: von mehr als 25.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.27.02.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.27.02.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.27.02.02.01.: von 60 bis 20.000 Tieren 01.27.02.02.02.: von 20.001 bis 40.000 Tieren 01.27.02.02.03.: von mehr als 40.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.28. TAUBEN</b>						
01.28.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.28.01.01.: von 60 bis 1500 Tieren 01.28.01.02.: von 1.501 bis 20.000 Tieren 01.28.01.03.: von mehr als 20.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.28.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.28.01.02. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.28.02.01.: von 120 bis 3.000 Tieren 01.28.02.02.: von 3.001 bis 40.000 Tieren 01.28.02.03.: von mehr als 40.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.3. HALTUNG VON TIEREN AUSSERHALB LANDWIRTSCHAFT</b>						
<b>01.30. HALTUNG VON RINDERN</b>						
<b>01.30.01. Ab einem Lebensalter von 6 Monaten</b>						

NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
01.30.01.01: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 125 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltswzwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.30.01.01.01.: von 2 bis 150 Tieren 01.30.01.01.02.: von 151 bis 500 Tieren 01.30.01.01.03.: von mehr als 500 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.30.01.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.30.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.30.02.02.01.: von 4 bis 500 Tieren 01.30.02.02.02.: von mehr als 500 Tieren	3 1	X	DE			
<b>01.30.02. MASTKÄLBER, zwischen 2 Wochen und weniger als 6 Monate alt, mit Ausnahme der Saugkälber</b>						
01.30.02.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltswzwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.30.02.01.01.: von 2 bis 150 Tieren 01.30.02.01.02.: von 151 bis 1.000 Tieren 01.30.02.01.03.: von mehr als 1.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
01.30.02.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.20.02.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.30.02.02.01.: von 50 bis 400 Tieren 01.30.02.02.02.: von 401 bis 1.000 Tieren 01.30.02.02.03.: von mehr als 1.000 Tieren	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.31. HALTUNG VON SCHAFEN UND ZIEGEN</b>						
01.31.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 125 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltswzwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.31.01.01.: von 2 bis 150 Tieren 01.31.01.02.: von 151 bis 500 Tieren 01.31.01.03.: von mehr als 500 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.31.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.31.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.31.02.01.: von 4 bis 500 Tieren 01.31.02.02.: von mehr als 500 Tieren	3 1	X	DE			



NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.32. HALTUNG VON EQUIDEN</b>						
01.32.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 125 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.32.01.01.: von 2 bis 150 Tieren 01.32.01.02.: von 151 bis 500 Tieren 01.32.01.03.: von mehr als 500 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.32.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.32.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.32.02.01.: von 4 bis 500 Tieren 01.32.02.02.: von mehr als 500 Tieren	3 1	X	DE			
<b>01.33.: HALTUNG VON SCHWEINEN</b>						
<b>01.33.01.: SCHWEINE VON MEHR ALS 4 WOCHEN UND UNTER 30 KG</b>						
01.33.01.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.33.01.01.01.: von 4 bis 20 Tieren 01.33.01.01.02.: von 21 bis 2.001 Tieren 01.33.01.01.03.: von mehr als 2.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.33.01.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.33.01.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.33.01.02.01.: von 10 bis 1.000 Tieren 01.33.01.02.02.: von 1.001 bis 3.000 Tieren 01.33.01.02.03.: von mehr als 3.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.33.02.: NUTZSCHWEINE AB 30 KG (Aufzucht oder Mast)</b>						
01.33.02.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.33.02.01.01.: von 2 bis 10 Tieren 01.33.02.01.02.: von 11 bis 1.600 Tieren 01.33.02.01.03.: von mehr als 1.600 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.33.02.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.33.02.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.33.02.02.01.: von 4 bis 500 Tieren 01.33.02.02.02.: von 501 bis 2.000 Tieren 01.33.02.02.03.: von mehr als 2.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			

NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.33.03.: SÄUE UND EBER</b>						
01.33.03.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.33.03.01.01.: von 2 bis 10 Tieren 01.33.03.01.02.: von 11 bis 600 Tieren 01.33.03.01.03.: von mehr als 600 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.33.03.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.33.03.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.33.03.02.01.: von 4 bis 300 Tieren 01.33.03.02.02.: von 301 bis 900 Tieren 01.33.03.02.03.: von mehr als 900 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.33.04. WILDSCHWEINE ODER SONSTIGE SCHWEINARTIGE TIERE</b>						
01.33.04.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.33.04.01.01.: von 2 bis 10 Tieren 01.33.04.01.02.: von 11 bis 1.600 Tieren 01.33.04.01.03.: von mehr als 1.600 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.33.04.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.33.04.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.33.04.02.01.: von 4 bis 500 Tieren 01.33.04.02.02.: von 501 bis 2.000 Tieren 01.33.04.02.03.: von mehr als 2.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.34. HALTUNG VON GEFLÜGEL</b>						
<b>01.34.01. JUNGHENNEN, LEGEHENNEN UND FLEISCHHÄHNCHEN</b>						
01.34.01.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.34.01.01.01.: von 30 bis 1.500 Tieren 01.34.01.01.02.: von 1.501 bis 25.000 Tieren 01.34.01.01.03.: von mehr als 25.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.34.01.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.34.01.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.34.01.02.01.: von 50 bis 20.000 Tieren 01.34.01.02.02.: von 20.001 bis 40.000 Tieren 01.34.01.02.03.: von mehr als 40.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			

NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.34.02. ENTEN, GÄNSE, PUTEN, PERLHÜHNER UND SONSTIGES GEFLÜGEL</b>						
01.34.02.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.34.02.01.01.: von 20 bis 750 Tieren 01.34.02.01.02.: von 751 bis 13.000 Tieren 01.34.02.01.03.: von mehr als 13.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.34.02.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.34.02.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.34.02.02.01.: von 30 bis 12.000 Tieren 01.34.02.02.02.: von 12.001 bis 20.000 Tieren 01.34.02.02.02.: von mehr als 20.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.35. HALTUNG VON LAUFVÖGELN (Strauße, Emus, Nandus,...)</b>						
01.35.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.35.01.01.: von 4 bis 50 Tieren 01.35.01.02.: von 51 bis 150 Tieren 01.35.01.03.: von mehr als 150 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
1.35.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.35.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.35.02.01.: von 10 bis 300 Tieren 01.35.02.02.: von mehr als 300 Tieren	3 1	X	DE			
<b>01.36. HALTUNG VON KANINCHEN</b>						
01.36.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: <ul style="list-style-type: none"> <li>• von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht,</li> <li>• von einem Wohngebiet,</li> <li>• von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben,</li> <li>• von einem Freizeitgebiet,</li> <li>• oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht,</li> </ul> mit einer Kapazität: 01.36.01.01.: von 30 bis 1.500 Tieren 01.36.01.02.: von 1.501 bis 25.000 Tieren 01.36.01.03.: von mehr als 25.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.36.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.36.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.36.02.01.: von 60 bis 20.000 Tieren 01.36.02.02.: von 20.001 bis 40.000 Tieren 01.36.02.03.: von mehr als 40.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.37. HALTUNG VON WILD</b>						
<b>01.37.01.: GROSSWILD AB 6 MONATEN (Hirsche, Rehwild, Damhirsche, Muffelwild,...)</b>						

NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
01.37.01.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 125 m: • von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht, • von einem Wohngebiet, • von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben, • von einem Freizeitgebiet, • oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht, mit einer Kapazität: 01.37.01.01.01.: von 6 bis 150 Tieren 01.37.01.01.02.: von 151 bis 500 Tieren 01.37.01.01.03.: von mehr als 500 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.37.01.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.37.01.01. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.37.01.02.01.: von 12 bis 500 Tieren 01.37.01.02.02.: von mehr als 500 Tieren	3 1	X	DE DE			
<b>01.37.02.: KLEINWILD (HASEN, FASANEN, REBHÜNER, SCHNEPFEN,...)</b>						
01.37.02.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 125 m: • von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht, • von einem Wohngebiet, • von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben, • von einem Freizeitgebiet, • oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht, mit einer Kapazität: 01.37.02.01.01.: von 30 bis 1.500 Tieren 01.37.02.01.02.: von 1.501 bis 25.000 Tieren 01.37.02.01.03.: von mehr als 25.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.37.02.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.37.02.01. betroffen ist, mit einer Kapazität: 01.37.02.02.01.: von 60 bis 20.000 Tieren 01.37.02.02.02.: von 20.001 bis 40.000 Tieren 01.37.02.02.03.: von mehr als 40.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.38. HALTUNG VON TAUBEN</b>						
01.38.01.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die in einem Wohngebiet und in einer Entfernung von weniger als 300 m: • von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, außer wenn es in einem Agrargebiet steht, • von einem Wohngebiet, - von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das ein Gebäude enthält, in dem eine oder mehrere Person(en) gewöhnlich wohnt/wohnen oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt/ausüben, - von einem Freizeitgebiet, - oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet, steht, mit einer Kapazität: 01.38.01.01.: von 60 bis 1.500 Tieren 01.38.01.02.: von 1.501 bis 20.000 Tieren 01.38.01.03.: von mehr als 20.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
01.38.02.: Gebäude oder jede andere Unterbringungsinfrastruktur, das/die nicht durch die Rubrik 01.38.01.02. betroffen ist mit einer Kapazität: 01.38.02.01.: von 120 bis 3.000 Tieren 01.38.02.02.: von 3.001 bis 40.000 Tieren 01.38.02.03.: von mehr als 20.000 Tieren	3 1	X	DE			
<b>01.39. HALTUNG VON SONSTIGEN TIEREN</b>						
01.39.01. HALTUNG VON LABORTIEREN mit einer Kapazität: 01.39.01.: von 20 bis 200 Tieren 01.39.02.: von 201 bis 1.000 Tieren 01.39.03.: von mehr als 1.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.39.02. Bienehäuser in Wohngebieten im Sinne von Art. 26 des CWATUP</b>	3					
01.39.03. GEBÄUDE ODER SONSTIGE INFRASTRUKTUREN, IN DENEN TIERE UNTERGEBRACHT WERDEN, DIE FÜR IHR FUTTER GEZÜCHTET WERDEN (MIT AUSNAHME DER KANINCHEN) mit einer Kapazität: 01.39.03.01.: von 50 bis 2.000 Tieren 01.39.03.02.: von 2.001 bis 20.000 Tieren 01.39.03.03.: von mehr als 20.000 Tieren	3 2 1	X	DE DE	2 2 2		



NUMMER — ANLAGE ODER TÄTIGKEIT	KLASSE	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.39.04. HUNDEZWINGER, TIERHEIME, PENSIONEN POUR CHIENS- (mit Ausnahme der Anlagen und Tätigkeiten im Sinne der Rubrik 92.53.)</b> Gebäude oder sonstige Infrastruktur zur Unterbringung von Tieren 01.39.04.01.: von mehr als 4 und weniger als 10 Tieren 01.39.04.02.: ab 10 chiens Tierende plus de 8 semaines	3 2		DE	1,5 1,5		
<b>01.39.056. Köderzucht (Larven, Fliegen, Erdwürmer,...)</b>	2		DE			
<b>01.49.01.: ZUSÄTZLICHE DIENSTLEISTUNGEN ZU DEN RUBRIKEN 01.20 BIS 01.28 BEZÜGLICH DER TÄTIGKEITEN ZUR AUFGUCHT ODER MAST ODER IM BEREICH DER LANDWIRTSCHAFT</b>						
01.49.01.01.: Lager (in loser Schüttung oder Silos) für Getreide, Körner oder sonstige Erzeugnisse zur Fütterung der Tiere, mit Ausnahme von Stroh und Heu, mit einem Lagervermögen über 50 m <sup>3</sup>	3					
01.49.01.02.: Lagerung im Felde von Tierzucht abwässern entsprechend den Bestimmungen von Art. R.188 bis R.202 des Wassergesetzbuches, in einem Wohngebiet oder innerhalb eines Abstands von weniger als 50 m • von einem bestehenden Wohnhaus von Dritten, • von einem Wohngebiet, • von einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, mit Ausnahme der Infrastrukturen, wo niemand gewöhnlich wohnt oder eine regelmäßige Tätigkeit ausübt, • von einem Freizeitgebiet, • oder von einem durch einen Städtebau- und Umweltbericht im Sinne des Artikels 33 des WGRSE oder von einen so wie in den Artikeln 48 und 49 desselben Gesetzbuches bestimmten Kommunalplan zu Wohn- und Aufenthaltszwecken bestimmten Gebiet,	3					
01.49.01.03.: Lagerung von Dünger mit Ausnahme der Stoffe, die in den Rubriken 63.12.10 und 63.12.20. erwähnt sind, und der Tierzucht abwässer im Sinne der Artikel R.188 bis R.232 des Wassergesetzbuches, 01.49.01.03.01.: von mehr als 10 m <sup>3</sup> bis 500 m <sup>3</sup> 01.49.01.03.01.: von mehr als 500 m <sup>3</sup>	3 2		DE			
<b>01.49.02.: ZUSÄTZLICHE DIENSTLEISTUNGEN ZU DEN RUBRIKEN 01.30 BIS 01.39 BEZÜGLICH DER HALTUNG AUSSERHALB DES BEREICHS DER LANDWIRTSCHAFT</b> <b>01.49.02.01.: Lagerplatz für Tierzucht abwässer mit einem Volumen</b> 01.49.02.01.01.: von mehr als 10 m <sup>3</sup> und weniger oder gleich als 50 m <sup>3</sup> 01.49.02.01.02.: mehr als 50 m <sup>3</sup>	3 2		OWD, DE			

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2005 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, was die Rubriken 0121 bis 01.49.03 betrifft, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 24. November 2005

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 221

[2006/200054]

**22 DECEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wat de rubrieken 01.20 tot 01.49.03 betreft**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, 21 en 87;  
Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het water tegen verontreiniging, gegeven op 22 juni 2005;

Gelet op het advies van de Gewestelijke commissie voor afvalstoffen, gegeven op 30 juni 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling), gegeven op 7 juli 2005;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest, gegeven op 12 juli 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 september 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de verschillende partijen bij de onderzoeksprocedure van een aanvraag tot milieuvergunning sinds de inwerkingtreding van bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 de aandacht gevestigd hebben op ettelijke problemen betreffende o.a. de interpretatie van de rubrieken, de ongeschikte indeling, de ongelijkheid tussen soortgelijke activiteiten die op verschillende wijzen ingedeeld zijn, de gebrekkige leesbaarheid en een onvoldoende of slecht aangepaste begeleiding; dat deze problemen zich voor alle landbouwactiviteiten voordoen;

Overwegende dat bovenbedoeld besluit van 4 juli 2002 een eerste keer gewijzigd werd om sommige van deze problemen trachten op te lossen; dat de wijzigingen zich evenwel voornamelijk beperkt hebben tot het invoegen van voetnoten, waardoor sommige rubrieken of subrubrieken van hun zin ontdaan werden en in de praktijk moeilijk uit te voeren bleken; dat een fundamentele herziening van de rubrieken zich bijgevolg opdringt ten einde een nieuwe coherenter, beter gerichte en gebruiksvriendelijkere indeling voor te stellen, waarbij een gelijkwaardig niveau van bescherming van het leefmilieu en het publiek wordt gewaarborgd, zoals voorgeschreven bij artikel 23 van de Grondwet;

Overwegende dat deze wijziging volgens vijf hoofdlijnen gemoduleerd is, meer bepaald :

1° de gescheiden indeling van de inrichtingen waarvan de exploitant, met name de "landbouwer", in de landbouwsector werkt en zich dus hoofdzakelijk, gedeeltelijk of aanvullenderwijs aan de landbouw-, tuinbouw- of teeltproductie wijdt en van de veefokkerijen gehouden door een natuurlijke of een rechtspersoon die niet onder de landbouwsector ressorteert;

2° de indelingsdrempels van alle rubrieken op dezelfde wijze uitdrukken;

3° de herindeling van de landbouwactiviteiten van rubriek 01.2 "Veeteelt" voor een betere bescherming van het leefmilieu en de bevolking, meer bepaald wat de "niet grondgebonden" veeteelten betreft, rekening houdende met o.a. geurhindereffecten;

4° de toevoeging van nieuwe rubrieken om er de teelt van laboratoriumdieren en dierenasielen in op te nemen en de indeling van opslagen van dierlijke mest gelegen in de buurt van een woongebied en van aanliggende woningen;

5° een onderscheid maken tussen de diensten i.v.m. de landbouwactiviteiten (rubrieken 01.20 tot 01.28) en die i.v.m. dierenteelten door niet-landbouwers (rubrieken 01.30 tot 01.38 en 01.39.03.);

Overwegende dat, wat de eerste hoofdlijn betreft, de bestaande rubriek 01, met het opschrift "Landbouw, jacht, aanverwante diensten", zonder nadere bepalingen betrekking heeft op teeltactiviteiten voor de productie van dieren of voedingsmiddelen rechtstreeks of onrechtstreeks bestemd voor de voedingsdistributie (land- en tuinbouwsector), op dierenteelt voor niet landbouwdoeleinden, op asielen en kennels, wormenkwakerijen en bijenstallen; dat, bijvoorbeeld, in het geval van een fokkerij - runderen, varkens, struisvogels, enz. - gehouden door een landbouwer en van een fokkerij gehouden door een "niet-landbouwer" - asielen en kennels, runderenteelt gehouden door een farmaceutisch bedrijf, onderzoekscentrum, dieren gehouden door particulieren, enz. - deze twee types van activiteiten in dezelfde rubriek vermeld worden en dezelfde exploitatievoorwaarden gelden terwijl ze in de praktijk niet als gelijksoortig gekenmerkt kunnen worden; dat ze derhalve bij de onderzoeksprocedure van een vergunningaanvraag een verschillende analyse vereisen en in meer dan één opzicht onderworpen zijn aan een verschillende begeleiding; dat de tegenstrijdige toestanden die zich voorgedaan hebben bij het onderzoek van een vergunningaanvraag voor activiteiten waarvan de finaliteiten fundamenteel verschillen en desalniettemin op dezelfde wijze ingedeeld zijn, de volgende zijn (niet limitatief) :

- wat het aanvraagformulier betreft : beide aanvragers moeten hetzelfde algemeen aanvraagformulier invullen, alsook het formulier bestemd voor landbouwactiviteiten (bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning) maar moeten niet dezelfde vragen beantwoorden;

- wat de reglementaire begeleiding en het onderzoek van de aanvraag betreft : onderstaande tabel geeft een niet beperkend overzicht van de gegevens waarmee rekening moet worden gehouden bij het onderzoek van een vergunningaanvraag voor beide activiteitentypes die als voorbeeld worden genomen :

	Landbouwteelt	Niet landbouwteelt
Welzijn van de dieren	Federale wetgeving	Federale wetgeving
Gewestplan	Artikel 35 van het "CWATUP" : gebied bestemd voor landbouw, huisvesting van een landbouwer is toegelaten	Artikel 35 van het "CWATUP" : gebied bestemd voor landbouw, huisvesting van een niet-landbouwer is niet toegelaten
Bouw en inrichting van huisvestingsgebouwen	"CWATUP", Federale en Waalse wetgevingen Adviesorganen : DGATLP, DGA	"CWATUP", Federale wetgeving Organen : DGATLP
Opslag van dierlijke mest	Artikelen R.188 tot R.232 en R.460 van het Waterwetboek Adviesorgaan : DGA	Decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen Adviesorgaan : OWD
Dichtheid van de opslaginfrastructuur	Artikelen R.188 tot R.232 en R.460 van het Waterwetboek Bepalingen van het Waterwetboek betreffende de ondergrondse waterwinningen, de waterwin-, preventie- en toezichtsgebieden Adviesorganen : DGA, Afdeling Water	Bepalingen van het Waterwetboek betreffende de ondergrondse waterwinningen, de waterwin-, preventie- en toezichtsgebieden Adviesorgaan : Afdeling Water
Valorisatie van dierlijke mest	Artikelen R.188 tot R.232 van het Waterwetboek Adviesorganen : Directie Bodembescherming strooikadasters) Afdeling Water (Kwaliteit)	Decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen Adviesorganen : OWD, Directie Bodembescherming
Strooikadaster, percentage bodemverbinding	Artikelen R.188 tot R.232 van het Waterwetboek Organen : DGRNE, Afdeling Water	Geen
"Survey nitraten"	Artikelen R.188 tot R.232 van het Waterwetboek Organen : Afdeling Water	Geen

Overwegende dat het derhalve geboden is de volgende wijzigingen voor te stellen :

- in de rubriek 01.2 "Veeteelt" de inrichtingen opsporen die onder de landbouwsector vallen;

- de rubriek 01.3 "Inbezithouding van dieren die niet onder de landbouwsector vallen" invoegen; Deze rubriek zou ook betrekking hebben op hondenfokkerijen (asielen en kennels), bijenstallen en wormenkwakerijen;
- in de rubriek 01.30, de volgende thans niet ingedeelde activiteiten opsporen :
  - o de asielen voor alle soorten dieren;
  - o de dierenpensions;
  - o de fokkerijen van laboratoriumdieren;
- indeling van de opslagplaatsen voor dierlijke mest op het veld, al dan niet op infrastructuur, wanneer ze in de onmiddellijke nabijheid van een woongebied of een woning gelegen zijn;
- indeling van de opslagplaatsen voor dierlijke mest geproduceerd buiten de activiteitensector van de landbouw met als doel de reglementering van de opslag ervan krachtens dezelfde bepalingen als die welke het Waterwetboek aan de landbouwexploitanten oplegt;

Overwegende dat, wat de tweede hoofdlijn betreft, bij het opstellen van bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 de voorgestelde indeling is uitgegaan van het begrip 'geproduceerde organische stikstoffen'; dat het gevaar voor verontreiniging van de ondergrondse en oppervlaktewateren inherent aan het beheer van dierlijke mest (opslag en verspreiding) immers beschouwd werd als één van de voornaamste overlasten van de fokkerijen, behalve het vervoer, de geluids- en geurhinder; dat de wettelijke en reglementaire bepalingen ter voorkoming van dat type verontreiniging destijds niet volstonden om de toename van de hoeveelheid stikstoffen in het water af te remmen;

dat deze benaderingswijze berekeningen vereiste om in een dossier betreffende een aanvraag tot milieuvergunning de jaarlijkse productie organische stikstoffen vast te leggen op grond van de tabel die in bijlage I bij bovenbedoeld besluit van 4 juli 2002 opgenomen is onder het opschrift "Jaarlijkse stikstofproductie per dieren categorie"; dat het begrip 'organische stikstoffenproductie sinds 2002 om verschillende redenen evenwel niet meer het hoofdcriterium is voor de indeling van landbouwrichtingen; dat het Waalse gewest immers het programma voor duurzaam beheer van stikstoffen in de landbouw heeft aangenomen om te voldoen aan de Europese Richtlijn 91/676/EEG inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen door het definiëren van kwetsbare gebieden en het aannemen van geschikte landbouwpraktijken; dat deze beginselen vastliggen in het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstoffen in de landbouw, doorgaans "stikstoffenbesluit" genoemd, en nu opgenomen zijn in de artikelen R.188 tot R.232 en R.460 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt; dat deze bepalingen, die slechts op landbouwactiviteiten van toepassing zijn, nieuwe regels definiëren i.v.m. de hoeveelheden te verspreiden bemestingsmiddelen, de verspreidingsperiodes en -voorwaarden, de modaliteiten voor de opslag van boerderijmeststoffen, waarbij een minimale capaciteit van zes maanden opslag nodig is om de verspreidingsperiodes in acht te nemen en de verplichtingen inzake dichtheid van de opslaginfrastructuur na te komen; dat het in conformiteit brengen van de opslaginfrastructuur, opgelegd volgens een tijdschema bepaald in artikel R.460 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, aanzet tot een globalere herziening van de teeltgebouwen en de productie van boerderijmeststoffen; dat de voornaamste administraties die zich met deze materie bezighouden, behalve de milieupolitie voor de controle, het Directoraat-generaal 'Landbouw' en de Directie 'Grondbescherming' van het Directoraat-generaal 'Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu' (Strooikadaster) zijn; dat een begeleidingsstructuur tot stand is gebracht om de landbouwers te helpen bij het nakomen van hun verplichtingen (Nitrawal); dat, bovendien, de onafhankelijkheid van de administratieve politie voor de controle op de naleving van de bepalingen betreffende het duurzame beheer van stikstoffen in de landbouw van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en van de administratieve politie voor de naleving van de reglementaire bepalingen inzake milieuvergunning bekrachtigd werd bij het arrest nr. 139.888 van de Raad van State van 27 januari 2005;

Overwegende dat de productie van organische stikstoffen door een teelt bijgevolg niet langer een sleutelement is voor de indeling van een landbouwexploitatie daar de desbetreffende wettelijke en reglementaire bepalingen en de controle op de naleving ervan bestaan en los van de milieuvergunningsprocedure toegepast worden; dat het onderzoek van een dossier inzake vergunningsaanvraag voor een landbouwactiviteit niet langer zou moeten uitweiden over het aspect "beheer van dierlijke mest"; gelet op de nieuwe hervorming van het Gemeenschappelijk landbouwbeleid (GLB) waarbij het conditionaliteitsbeginsel ingevoerd wordt, met als gevolg een geweldige aanzetting voor de landbouwers om binnen de voorgeschreven termijnen de stappen te ondernemen ten einde het geheel van hun exploitaties en activiteiten te laten voldoen aan de verplichtingen bepaald bij de artikelen R.188 tot R.232 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende het duurzame beheer van stikstoffen in de landbouw; dat de rechtstreekse steunverlening sinds 1 januari 2005 immers onderworpen is aan de inachtneming door de landbouwer van uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen (bijlage III bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers), alsook aan de inachtneming van "goede landbouw- en milieucondities" (bijlage IV bij de verordening); dat onder de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen vijf Europese richtlijnen inzake het leefmilieu voorkomen, namelijk :

- Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;
- Richtlijn 86/278/EEG betreffende de bescherming van het milieu, in het bijzonder de bodem bij het gebruik van zuiveringsslib in de landbouw;
- Richtlijn 80/68/EEG van de Raad betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging veroorzaakt door de lozing van bepaalde gevaarlijke stoffen;
- Richtlijn 80/68/EEG inzake het behoud van de vogelstand;
- Richtlijn 92/43/EEG inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en wilde fauna en flora;

Overwegende, bovendien, dat uit de lezing van de voorbereidende werken blijkt dat het criterium van de organische stikstoffenproductie, dat destijds als belangrijk beschouwd werd, slechts voor enkele teeltsoorten in aanmerking is genomen; dat enkel sommige rubrieken (varkensachtigen, pluimvee, ratieten) immers indelingsdrempels vertonen die hetzij in aantal dieren, hetzij in jaarlijks geproduceerde hoeveelheid organische stikstoffen uitgedrukt zijn, terwijl de problematiek van het mestbeheer zich ook voordoet voor fokkerijen van kalveren, konijnen, duiven, wild, waarvan de hinder even schadelijk kan zijn als die veroorzaakt door kippen- of varkensmest; overwegende bovendien dat bedoeld criterium ook een discriminatie teweegbrengt tussen de teeltinrichtingen binnen eenzelfde rubriek (bijv., voor legkippen wordt de drempel van het effectonderzoek bereikt bij 32255 dieren terwijl hij voor vleeskippen slechts gehaald wordt bij 40000 dieren); dat de berekening daarenboven verricht wordt op basis van de tabel opgenomen in bijlage I bij bovenbedoeld besluit van 4 juli 2002 onder het opschrift "Jaarlijkse stikstofproductie per dieren categorie";

Overwegende dat het beheer van stikstoffen in de landbouw niet mag neerkomen op een berekening gemaakt bij de vergunningsaanvraag of bij de vernieuwing van de vergunning; dat er ook opgemerkt moet worden dat dit indelingstype niet representatief is voor het project, voorwerp van de vergunningsaanvraag omdat het uitgaat van de bestaande toestand bij de opstelling van de aanvraag terwijl de leeftijd van de dieren en hun aantal (verkoop, dood, veranderlijk geboorteaantal) waarop de aanvraag betrekking heeft, evolueren alsook, als gevolg hiervan, de hoeveelheid geproduceerde stikstoffen;

Overwegende dat het voor meer cohesie zou passen in het raam van bovenbedoeld besluit van 4 juli 2002 het principe tot afwijking van de normen inzake stikstofproductie aan te nemen dat ingevoerd werd bij de artikelen R.188 tot R.232 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, in het raam van de kwaliteitsstap en op grond waarvan de hoeveelheid organische stikstof geproduceerd in een inrichting berekend kan worden op basis van de productievolumes en stikstofgehalten eigen aan de exploitatie;

Overwegende, wat de derde hoofdlijn betreft, dat het onderzoek van een aanvraag tot milieuvergunning laat blijken dat de realiteit van het terrein verplicht tot een betere bescherming van het woongebied en van elke andere gevoelige ontvanger van hinder veroorzaakt door vervoer, van geluids- en geurhinder; dat thans enkel het woongebied zich beroept op een strengere indeling; dat een landbouwexploitatie in de onmiddellijke nabijheid van een woongebied of simpelweg van een woning van derden die niet opgenomen is in een woongebied of in een woongebied met een landelijk karakter, wordt ingedeeld alsof ze volkomen geïsoleerd was in een landbouwgebied; dat onder gevoelige ontvanger wordt verstaan de naburige woningen, met uitzondering van de woning van de exploitant, de scholen, ziekenhuizen, tehuizen, recreatiegebieden, enz., m.a.w. de gebieden waar personen leven, alsook de gebieden waar kwetsbaardere personen, zoals kinderen, zieken, bejaarden verblijven; dat grote teelten omvangrijke installaties vereisen kunnen (gebouw met dynamische ventilatie, automatische melkbereidingsinstallatie, voederopslag in silo's, mest- en/of gieropslag, vervoer i.v.m. de levering van voeder en dieren, enz., ) waardoor de geur- en geluidshinder risico's toenemen, wanneer ze dichtbij een woongebied of een gevoelige ontvanger gevestigd zijn; dat de administratie, in deze denkbeeldige situatie, elk dossier al naar gelang het geval onderzoekt en dat vaak bijzondere voorwaarden voorgesteld worden; dat, daarentegen, de onbelangrijke weerslag van de geluids- en geurhinder van inrichtingen verwijderd van een woongebied of van een gevoelige ontvanger in de meeste gevallen geen klachten oplevert tijdens het openbaar onderzoek en het voorwerp is van een vereenvoudigd rapport inzake het effectenonderzoek, dat besluit tot het opleggen van exploitatievoorwaarden gemeen aan alle teeltinrichtingen; dat er, rekening houdend met deze realiteit, voorgesteld wordt de onder de landbouwsector vallende inrichtingen volgens twee criteria in te delen: enerzijds, het aantal dieren en, anderzijds, hun vestiging, hetzij in een woongebied, hetzij in de buurt van een gevoelige ontvanger, met inachtneming van o.a. het geurhinder-effect; dat ook andere specifiekere parameters in aanmerking genomen worden, zoals, bijv., het gevaarlijke karakter van struisvogels of het intensieve karakter van sommige "industriële" of "niet grondgebonden teelten"; dat deze indeling dient om een onderscheid te kunnen maken tussen de inrichtingen waarvan de exploitatie zowel op het leefmilieu als op de mens een niet noemenswaardig effect heeft dat beperkt kan worden mits een strikte naleving van de integrale voorwaarden, en die welke een grondige analyse van het project vereisen vooraleer te kunnen vaststellen dat de exploitatie al dan niet verenigbaar is met het leefmilieu en waarvoor het opleggen van bijzondere exploitatievoorwaarden overwogen moet worden; dat de weerslag van "geuren" een belangrijk in overweging te nemen criterium is, daar geluidshinder in het Waalse gewest reeds gereguleerd is; dat de emissie van mestgeur immers talrijke geschillen tussen exploitanten en aanwonenden heeft veroorzaakt, voornamelijk in het raam van "niet grondgebonden" teeltprojecten betreffende pluimvee, varkensachtigen of konijnen; dat het er, in de voorgestelde benaderingswijze en in het raam van het hernieuwde Toekomstcontract, om gaat een harmonisch samenleven te waarborgen tussen de landbouwexploitaties en de bevolking; dat er van uitgegaan wordt dat wat inwoners van stedelijke woongebieden als onaanvaardbaar beschouwen beter aanvaard wordt door inwoners van een gemengd gebied (woongebied + landbouwexploitatie) en, a fortiori, van een landbouwgebied; dat dus een onderscheid moet worden gemaakt tussen, enerzijds, het woongebied en bepaalde "gevoelige" gebieden of ontvangers en, anderzijds, het woongebied met een landelijk karakter en het landbouwgebied, waarbij de twee laatstgenoemde voor landbouw bestemd zijn overeenkomstig het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium; dat het vervolgens past dat de rubrieken uitgaan van een kritische afstand X ten opzichte van het woongebied en een gevoelige ontvanger, waarbij deze afstand vastgelegd wordt aan de hand van een empirische methode voor de berekening van de afstand van de geurverspreiding; dat de drempel van klasse 1 vastgelegd is overeenkomstig de bepalingen van Richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 betreffende de milieueffectbeoordeling, alsook overeenkomstig artikel 23 van de Grondwet; dat de klassen 2 en 3 gestructureerd zijn als volgt:

- de huisvestingsgebouwen of -infrastructuren die ten opzichte van het woongebied of van een gevoelige ontvanger op een kleinere afstand dan de kritische afstand X gelegen zijn en waarvoor, zoals hierboven bedoeld, een grondige analyse vereist is, worden ingedeeld in klasse 2. Zodoende heeft de administratie de mogelijkheid om deze projecten al naar gelang het geval te analyseren en, desgevallend, bijzondere exploitatievoorwaarden op te leggen;

- voor huisvestingsgebouwen of -infrastructuren die verder dan de kritische afstand X gelegen zijn, kan er daarentegen van uitgegaan worden dat de resteffecten op de buurt, zoals vervoer, geuren, geluid of trillingen, van weinig belang zijn, met, als gevolg, dat ze onder een klasse 3 vallen;

Overwegende dat onder huisvestingsgebouw of -infrastructuur wordt verstaan elk gebouw of lokaal of gebouwgedeelte waarin de dieren verblijven, met uitzondering van de op weipercelen gelegen schuilplaatsen die de dieren tegen slecht weer beschutten;

Overwegende dat de afstanden voor de indeling in de zin van de rubrieken 01.20 à 01.28, 01.30 à 01.38 en 01.49.01.02, de afstanden zijn tussen de dichtste gevelhoeken van betrokken huisvestingsgebouw of -infrastructuur en een bestaande woning van derden of tussen de gevelhoek van betrokken huisvestingsgebouw of -infrastructuur en de grens van de zone(s) die in aanmerking genomen wordt (worden) voor de vastlegging van de drempels van de rubrieken 01.20. à 01.28. 01.20. à 01.28., 01.30 à 01.38 en 01.49.01.02;

Overwegende dat er in het geval van fokkerijen van kalveren, varkensachtigen, pluimvee en konijnen bedoeld in de huidige rubrieken 01.23. en 01.24. en 01.25., die de zgn. intensieve veeteelt uitmaken (hoog aantal dieren die in een gebouw opgesloten zijn voor de hele duur van de productiecycclus, nl. niet-grondgebonden veeteelt) voorgesteld wordt om een tussenklasse 2 te behouden indien de inrichting verder dan de afstand X gelegen is; dat het ontstaan van veelvuldige projecten van klasse 3 op eenzelfde site waarvoor het aantal dieren dichtbij de bovengrenzen ligt (bijvoorbeeld, een project voor een varkenshouderij in een gesloten circuit niet bedoeld bij rubriek 01.23.3.1. en met inbegrip van een fokkerij van 300 zeugen, 1.900 vleesvarkens en 2.900 gespeende biggen) immers voorkomen dient te worden;

Overwegende dat de huidige bovengrens van klasse 3 om dezelfde reden in stand dient te worden gehouden indien de inrichting op een kortere afstand dan X gelegen is;

Overwegende dat klasse 2 in het geval van fokkerijen van runderen, schaaap- en paardachtigen die zgn. extensieve veehouderijen uitmaken (waarbij de dieren in het goede seizoen weiden) daarentegen niet in stand gehouden wordt indien de inrichting op een grotere afstand dan X gelegen is; dat de drempel vanaf welke een milieueffectenonderzoek voor runderen heden vereist is, behouden en naar alle veehouderijen van dat type veralgemeend wordt;

Overwegende dat de kritieke afstand(en) X als volgt berekend wordt (worden):

- bij ontstentenis van wet- of regelgevende normen wordt gebruik gemaakt van empirische berekeningsmethodes om de reukhindergevolgen van een veehouderij in te schatten en na te gaan of de naburige woningen zich verder bevinden dan de vereiste minimumafstand, nl. een zodanige afstand dat de reukhinder enkel zal ontstaan in een beperkt aantal gevallen en op een aanvaardbaar niveau;

- verschillende landen of regio's stellen aanbevelingen voor bestaande uit empirische formules of abacussen waarbij de afstand berekend wordt tussen een veehouderij en woongebieden afhankelijk van het aantal en het soort dieren en van eventuele parameters;



- studiebureaus enerzijds en de administratie anderzijds maken bij de behandeling van dossiers voor de aanvraag van milieuvergunningen over het algemeen gebruik van de vijf volgende empirische methodes : de Duitse methode (TA-Luft), de Hollandse methode (Hinderwet), de Vlaamse methode (Universiteit Gent), de Zwitserse methode (FAT) en, pas sinds kort, de Oostenrijkse methode;

- in het kader van het ontwerp-besluit heeft de administratie zich laten leiden door een onderzoek dat het Waalse Gewest heeft besteld, met als (Franse) titel "Etude comparative entre les différentes méthodes d'estimation de la distance minimum d'implantation pour des bâtiments d'élevage par rapport aux zones d'habitat et aux habitations isolées" (Nicoals J. - Ulg - 2002). In dat onderzoek beveelt de auteur aan het Oostenrijkse richtsnoer te gebruiken aangezien het rekening houdt met talrijke factoren en het mits aanpassing van bepaalde wegingsfactoren aan de Waalse context op het Waalse grondgebied kan worden toegepast;

- vervolgens zijn door de heer Jacques Nicolas (Ulg) meerdere onderzoeken uitgevoerd op vraag van FPW ("Filière porcine wallonne") en FACW ("Filière avicole et cunicole wallonne") in het kader van de werkgroep "Environnement et Aménagement du Territoire". De studie "Vers une proposition de mode de détermination de la distance minimale à respecter entre les bâtiments d'élevage et les habitations" (J. Nicolas, 2004) strekt tot doel, een berekeningsmethode voor te bereiden die in het Waalse Gewest toegepast kan worden betreffende de minimumafstand die in acht genomen moet worden tussen een gebouw voor een veehouderij en bestaande woningen of woongebieden. De auteur van die studie heeft eveneens de haalbaarheid van bestaande richtsnoeren uit andere landen of regio's getest op grond van case-studies met bezoeken ter plaatse;

Overwegende dat dit besluit die aanmerkingen verwerkt; dat wat betreft de berekening van de "kritieke" afstand en de drempels om uit te maken welke klasse van toepassing is, de voornaamste inschattingen in het Waalse Gewest de runder-, de varkenshouderijen en de fokkerijen van kippen en hoenderen zijn; dat er voor de afweging van de kritische indelingsdrempels, afhankelijk van de vergelijkbaarheid van de milieu-impact en van het runnen van de veehouderij, met de drie volgende categorieën gewerkt wordt :

- runderen, schaaapachtigen, geitachtigen, paardachtigen en wild;
- pluimvee en konijnen;
- varkensachtigen;

Overwegende dat het voorzorgsprincipe bij de berekening van de afstand X ertoe leidt, de meest beperkende hypothesen en parameters aan te wenden;

Overwegende dat het begrip "bestaande woning van een derde" nader bepaald dient te worden; dat er zodoende in bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 een artikel 3bis is ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 3bis. Voor de toepassing van de rubrieken 01.20 à 01.28, 01.35 en 01.49.1.2 wordt bij een aanvraag voor een nieuw project of bij een verlenging van een exploitatievergunning als bestaande woning van een derde beschouwd, elk onroerend goed dat bestaat de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzaam beheer van stikstof in de landbouw (29 november 2002) en waarin er doorgaans één of meerdere personen verblijven. » ;

Overwegende dat het werkwoord "verblijven" in zijn gebruikelijke betekenis inhoudt dat men er de nacht doorbrengt; dat onderhavig ontwerp wel degelijk dat bedoelt; dat de uitdrukking "doorgaans verblijven" inhoudt dat daarvan uitgesloten dienen te worden, de huizen die enkel in het weekend of een paar weken per jaar worden bewoond; dat het begrip "derde" inhoudt dat de woning van de uitbater niet mee in overweging genomen mag worden;

Overwegende dat de term "exploitatievergunning" alle vergunningen dekt waarover de landbouwondernemingen zouden kunnen beschikken, namelijk de milieu- en de globale vergunningen, de ARAB-vergunningen samen met de verklaringen afgeleverd krachtens artikel 25 van het ARAB of afgeleverd in het kader van de milieuv vergunning;

Overwegende dat de indeling, zolang de bestemming van een gemeentelijk, in overleg in te richten gebied niet is bepaald, met inachtneming van de regelgevende instrumenten, niet is beïnvloed door de aanwezigheid van dergelijke gebieden; dat de indeling daarentegen ervan afhankelijk is indien zij voor bewoning en verblijf bestemd zijn in de zin van artikel 26 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat de indeling van een bestaande inrichting niet herzien wordt tijdens de geldigheidsduur van de vergunningen of aangiften, maar dat er rekening mee gehouden zal worden bij elke verlenging; dat hetzelfde geldt voor eventuele gewestplanwijzigingen met oprichting van woongebieden in de zin van artikel 26 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, recreatiegebieden of gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;

Overwegende dat wat de gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen betreft, met het gehele gebied rekening gehouden dient te worden indien er zich een bouwwerk op bevindt dat aan het voorschrift van de rubriek beantwoordt; dat, gesteld dat er in een dergelijk gebied een dergelijk bouwwerk opgericht zou worden, de indeling van een bestaande inrichting niet herzien wordt tijdens de geldigheidsduur van de vergunningen of aangiften, maar dat er rekening mee gehouden zal worden bij elke verlenging;

Overwegende, voor wat betreft de vierde hoofdlijn, dat de drempels voor het houden van dieren door personen die zich niet wijden aan land- of tuinbouwproductie, vergelijkbaar zijn met de drempels bepaald voor de activiteitssector "landbouw"; dat er eveneens voorgesteld wordt de pensions en asielen voor gewervelde dieren en de fokkerijen van laboratoriumdieren, heden zonder indeling, te beogen; dat die soorten inrichtingen immers evenveel hinder voor het leefmilieu kunnen veroorzaken als kennels en hondenasielen (rubriek 01.25.02);

dat de begrippen "kennel", "dierenasiel" en "dierenpension" berusten op het koninklijk besluit van 19 augustus 1998 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 17 februari 1997 houdende de erkenningsvoorwaarden voor hondenkwekerijen, kattenkwekerijen, dierenasielen, dierenpensions en handelszaken voor dieren, en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren; dat de kennel (hondenkwekerij) een inrichting beoogt waarin teven worden gehouden voor de kweek; dat het dierenasiel een inrichting beoogt waarin verloren, achtergelaten, verwaarloosde, in beslag genomen of verbeurd verklaarde dieren ondergebracht en verzorgd worden; dat het dierenpension een inrichting beoogt waarin dieren die door hun eigenaar worden toevertrouwd, verzorgd en ondergebracht worden voor een beperkte tijd en tegen betaling; dat de huidige indeling voor kennels en dierenasielen, om rekening te houden met het bijzondere karakter van de geluidshinder door hondengeblaf, gehandhaafd wordt; dat de rubriek met betrekking tot de laboratoriumdieren gewervelde dieren beoogt die in een laboratorium gehouden worden met het oog op proeven en die niet specifiek beoogd worden in de rubrieken 01.30 à 01.38 en 01.39.03; dat het houden van exotische dieren beoogd wordt bij rubriek 92.53.01;

Overwegende, voor wat betreft de vijfde hoofdlijn, dat er een onderscheid dient te worden gemaakt tussen de diensten in verband met een landbouwbedrijf en de diensten in verband met een veehouderij die niet onder de landbouwsector vallen;

Overwegende, wat de voorraden van plantaardige substanties in verband met een landbouwbedrijf betreft, dat een veehouderijbedrijf voedervorraden nodig heeft; dat de plaats waar dergelijke voorraden gelegen zijn of het wanbeheer ervan problemen kunnen opleveren voor de buurt (geur, afvloeiing van rottende vloeistoffen, ongedierte); dat in dat opzicht de mogelijkheid voorbehouden moet worden om maatregelen uit te vaardigen voor dat soort installatie zonder dat er evenwel gebruik wordt gemaakt van de milieuv vergunningsprocedure; dat er dus wordt voorgesteld om in klasse 3 de bulk- of silovorraden van graangewassen, graankorrels en andere producten voor het voederen van dieren te beogen; dat deze rubriek niet de oogsten beoogt die aan de zijkant van de percelen opgestapeld worden in

afwachting van het afvoeren ervan naar opslagplaatsen; dat bij artikel R.196 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, beoogd wordt dat het vocht afkomstig van het opslaan van plantaardige substanties opgevangen dient te worden; dat huidige rubriek 01.49.03 dat soort voorraden enkel beoogt indien ze in een silo worden opgeslagen terwijl hetzelfde soort voorraden, in bulk opgestapeld, een gelijkaardige hinder kan doen ontstaan;

Overwegende, wat de meststoffen betreft die een landbouwer op het veld opstapelt, dat er voorgesteld wordt om twee subrubrieken op te richten om een onderscheid te maken tussen de mestvoorraden (mest, aalt, zuivere pluimveemest), geregeld bij de artikelen R.197 à R.202 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende de technieken voor het opslaan van dierlijke meststoffen, voorraden van andere categorieën meststoffen (met uitzondering van de meststoffen bedoeld in rubriek 63.12.20.) die een landbouwer uitbaat; dat de bepalingen van de artikelen R.197 à R.202 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, waarin is voorzien om de verontreinigingsrisico's voor het oppervlakte- en het grondwater in verband met dierlijke meststoffen te voorkomen, technische voorschriften zijn die enkel de betrokken mest-, aalt- en pluimveemestvoorraden beogen; dat het past, het opslaan van andere meststoffen die in de landbouw worden gebruikt op vergelijkbare wijze te regelen op technisch vlak; dat voor de voorraden van andere meststoffen die in de landbouw worden gebruikt, artikel R.195 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, waarbij de rechtstreekse lozing van meststoffen in een ondergrond, een riool of een oppervlaktewater verboden wordt, immers ontoereikend is; dat er, wat betreft het opslaan van dierlijke meststoffen die op de boerderij voortgebracht worden, evenwel een indeling gehandhaafd dient te worden voor de voorraden van dierlijke meststoffen aangezien het opslaan ervan in de onmiddellijke nabijheid van woningen hinder kan doen ontstaan voor de bewoners;

dat er dus voorgesteld wordt om het opslaan van dergelijke voorraden in te delen indien zij op minder dan 50 m van de "gevoelige" receptoren en van het woongebied gelegen zijn.; dat de term "opslagplaats" gebruikt in het opschrift van rubriek 01.49.01.02 in de zin verstaan wordt van "opslaan op het veld", ongeacht of dit nu al dan niet bij middel van een infrastructuur gebeurt; dat wat betreft het opslaan van andere meststoffen dan die bedoeld in rubriek 63.12.20., die niet geregeld worden bij de bepalingen van het Waterwetboek met betrekking tot het duurzaam beheer van stikstof in de landbouw, het voorstel erin bestaat een rubriek 01.49.01.03. met een klasse 2 en een klasse 3 op te richten; dat de drempel van klasse 3 vastgesteld wordt op 500 m<sup>3</sup>, waarbij die waarde het volume van meststoffen vertegenwoordigt die noodzakelijk zijn voor het bemesten van ca. 10 ha; dat een besluit van de Waalse regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de rubriek 01.49.01.03 in voorbereiding is en dat dit besluit technische bepalingen in zal houden met het oog op het voorkomen van risico's inzake de verontreiniging van oppervlakte- en grondwater, welke bepalingen vergelijkbaar zullen zijn met wat verplicht wordt inzake mest-, aalt- en zuivere pluimveemestvoorraden; dat indien de bepalingen van het Waterwetboek met betrekking tot het duurzaam beheer van stikstof in de landbouw naderhand aangevuld worden met technische bepalingen voor het opslaan van andere meststoffen, laatstgenoemde dan beoogd zouden kunnen worden bij rubriek 01.49.01.02; dat beide subrubrieken 01.49.01.02 en 01.49.01.03 als voorgesteld de voorraden beogen die opgeslagen worden met of zonder infrastructuur, en niet de voorraden die aan de zijkant van het veld worden opgeslagen voor ze uitgereden worden;

Overwegende, voor wat betreft de voorraden van dierlijke meststoffen in verband met een veehouderij die niet onder de landbouwsector vallen, beoogd bij rubriek 01.49.02.01, dat voor dat soort voorraden, de artikelen R.188 à R.202 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, met betrekking tot het beheer van stikstof in de landbouw, niet gelden; dat het dus onontbeerlijk voorkomt om ze te regelen op een wijze die vergelijkbaar is met de voorraden van dierlijke meststoffen in verband met een landbouwbedrijf;

Overwegende, wat betreft de voorraden van plantaardige substanties in verband met een veehouderij die niet onder de landbouwsector valt, dat dat soort voorraden beoogd wordt bij huidige rubriek 63.12.02;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De rubrieken 01.20 à 01.49.03 en de subrubrieken van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, worden vervangen bij de rubrieken bedoeld in bijlage I bij dit besluit.

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt er een artikel 3bis toegevoegd, luidend als volgt : "Voor de toepassing van de rubrieken 01.20 à 01.38 wordt bij een aanvraag van een vergunning voor een nieuw project of bij een verlenging van een exploitatievergunning als bestaande woning van een derde beschouwd, elk onroerend goed dat bestaat de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzaam beheer van stikstof in de landbouw en waarin er doorgaans één of meerdere personen verblijven."

**Art. 3.** De tabel met als opschrift "Jaarlijkse stikstofproductie per dieren categorie" van bijlage I bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 4.** Het opschrift van rubriek 63.12.10 "Andere organische stoffen dan die bedoeld in de rubrieken 01.49.02, 01.49.03 en 01.49.02 (Opslagplaats)" bedoeld in bijlage I bij datzelfde besluit, evenals de drempels van de klassen, worden vervangen door volgend opschrift en volgende drempels :

<b>63.12.10. Andere organische stoffen (aalt, zuivere pluimveemest, schuim, slib...) dan die bedoeld in de rubrieken 01.49.01.02, 01.49.01.02 en 01.49.02.,</b>	3
63.12.10.01. : van meer dan 10 m <sup>3</sup> tot 500 m <sup>3</sup>	2
63.12.10.02. : meer dan 500 m <sup>3</sup>	

**Art. 5.** In rubriek 63.12.10 van bijlage I bij hetzelfde besluit worden in de kolom "Te raadplegen organismen" de initialen "DGA" geschrapt en vervangen door "DE".

**Art. 6.** De vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen en de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels die van toepassing zijn de dag waarop de aanvraag wordt ingediend.

**Art. 7.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## BIJLAGE I. — Landbouw, inbezithouding van dieren, aanverwante diensten

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.2. Veeteelt- of fokkerijactiviteiten die onder de landbouwsector vallen (activiteiten uitgeoefend door een landbouwer)</b>						
<b>01.20. RUNDEREN</b>						
<b>01.20.01. Van 6 maanden en meer</b>						
01.20.01.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 125 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.20.01.01.01. : van 2 à 150 dieren</li> <li>01.20.01.01.02. : van meer dan 150 à 500 dieren</li> <li>01.20.01.01.03. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.20.01.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.20.01.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.20.01.02.01. : van 4 à 500 dieren,</li> <li>01.20.01.02.02. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 1	X	DGA			
<b>01.20.02. FOKKALVEREN ouder dan 2 weken en jonger dan 6 maanden, met uitzondering van zuigkalveren</b>						
01.20.02.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefenen/uitoefent,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.20.02.01.01. : van 2 à 150 dieren</li> <li>01.20.02.01.02. : van meer dan 150 à 1.000 dieren</li> <li>01.20.02.01.03. : van meer dan 1.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.20.02.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.20.02.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.20.02.02.01. : van 50 à 400 dieren</li> <li>01.20.02.02.02. : van 400 à 1.000 dieren</li> <li>01.20.02.02.03. : van meer dan 1.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.21. SCHAAP- OF GEITACHTIGEN VAN 6 MAANDEN EN MEER :</b>						
01.21.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 125 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.21.01.01. : van 2 à 150 dieren</li> <li>01.21.01.02. : van meer dan 4 à 500 dieren</li> <li>01.21.01.03. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.21.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.21.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.21.02.01. : van 4 à 500 dieren</li> <li>01.21.02.02. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 1	X	DGA			

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.22. PAARDACHTIGEN VAN 6 MAANDEN EN MEER</b>						
01.22.01 : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 125 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.22.01.01. : van 2 à 150 dieren</li> <li>01.22.01.02. : van meer dan 150 à 500 dieren</li> <li>01.22.01.03. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.22.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.22.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.22.02.01. : van 4 à 500 dieren,</li> <li>01.22.02.02. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 1	X	DGA			
<b>01.23. : VARKENSACHTIGEN</b>						
<b>01.23.01. : VARKENSACHTIGEN OUDER DAN 4 WEKEN EN ONDER 30 KG</b>						
01.23.01.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.23.01.01.01. : van 4 à 20 dieren</li> <li>01.23.01.01.02. : van meer dan 20 à 2.000 dieren</li> <li>01.23.01.01.03. : van meer dan 2.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.23.01.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.23.01.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.23.01.02.01. : van 10 à 1.000 dieren</li> <li>01.23.01.02.02. : van meer dan 1.000 à 3.000 dieren</li> <li>01.23.01.02.03. : van meer dan 3.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.23.02. Productievarkens van 30 kg en meer (teelt of fokkerij)</b>						
01.23.02.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.23.02.01.01. : van 2 à 10 dieren</li> <li>01.23.02.01.02. : van meer dan 10 à 1.600 dieren</li> <li>01.23.02.01.03. : van meer dan 1.600 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.23.02.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.23.02.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.23.02.02.01. : van 4 à 500 dieren</li> <li>01.23.02.02.02. : van meer dan 500 à 2.000 dieren</li> <li>01.23.02.02.03. : van meer dan 2.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.23.03. : ZEUGEN EN BEREN</b>						
01.23.03.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.23.03.01.01. : van 2 à 10 dieren</li> <li>01.23.03.01.02. : van meer dan 10 à 600 dieren</li> <li>01.23.03.01.03. : van meer dan 600 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.23.03.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.23.03.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.23.03.02.01. : van 4 à 300 dieren</li> <li>01.23.03.02.02. : van meer dan 300 à 900 dieren</li> <li>01.23.03.02.03. : van meer dan 900 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.23.04. EVERZWIJNEN of ANDERE VARKENS</b>						
01.23.04.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.23.04.01.01. : van 2 à 10 dieren</li> <li>01.23.04.01.02. : van meer dan 10 à 1.600 dieren</li> <li>01.23.04.01.03. : van meer dan 1.600 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.23.04.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.23.04.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.23.04.02.01. : van 4 à 500 dieren</li> <li>01.23.04.02.02. : van meer dan 500 à 2.000 dieren</li> <li>01.23.04.02.03. : van meer dan 2.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.24. PLUIMVEE</b>						
<b>01.24.01. Poeljen, kweek-, leg- en vleeskippen</b>						
01.24.01.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.24.01.01.01. : van 30 à 1.500 dieren</li> <li>01.24.01.01.02. : van meer dan 1.500 à 25.000 dieren</li> <li>01.24.01.01.03. : meer dan 25.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.24.01.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.24.01.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.24.01.02.01. : van 50 à 20.000 dieren</li> <li>01.24.01.02.02. : van meer dan 20.000 à 40.000 dieren</li> <li>01.24.01.02.03. : meer dan 40.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			



Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.24.02. EENDEN, GANZEN, KALKOENEN, PARELHOENEN EN ANDER GEVOGELTE</b>						
01.24.02.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.24.02.01.01. : van 20 à 750 dieren</li> <li>01.24.02.01.02. : van meer dan 750 à 13.000 dieren</li> <li>01.24.02.01.03. : van meer dan 13.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.24.02.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.24.02.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.24.02.02.01. : van 30 à 12.000 dieren</li> <li>01.24.02.02.02. : van meer dan 12.000 à 20.000 dieren</li> <li>01.24.02.02.03. : meer dan 20.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.25. RATIETEN (struisvogels, emoës, pampastruisvogels)</b>						
01.25.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.25.01.01. : van 4 à 50 dieren</li> <li>01.25.01.02. : van meer dan 50 à 150 dieren</li> <li>01.25.01.03. : van meer dan 150 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.25.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.25.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.25.02.01. : van 10 à 300 dieren</li> <li>01.25.02.02. : van meer dan 300 dieren</li> </ul>	3 1	X	DGA			
<b>01.26. KONIJNEN</b>						
01.26.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.26.01.01. : van 30 à 1.500 dieren</li> <li>01.26.01.02. : van meer dan 1.500 à 25.000 dieren</li> <li>01.26.01.03. : meer dan 25.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.26.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting of niet opgenomen in rubriek 01.26.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.26.02.01. : van 60 à 20.000 dieren</li> <li>01.26.02.02. : van meer dan 20.000 à 40.000 dieren</li> <li>01.26.02.03. : meer dan 40.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.27. WILD</b>						
<b>01.27.01. GROFWILD VAN 6 MAANDEN EN MEER (hert, ree, damhert, moeflon,...)</b>						
01.27.01.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 125 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.27.01.01.01. : van 6 à 150 dieren</li> <li>01.27.01.01.02. : van meer dan 150 à 500 dieren</li> <li>01.27.01.01.03. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.27.01.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.27.01.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.27.01.02.01. : van 12 à 500 dieren</li> <li>01.27.01.02.02. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 1	X	DGA			
<b>01.27.02. : KLEIN WILD (HAAS, FAZANT, PATRIJS, SNIP,...)</b>						
01.27.02.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 125 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.27.02.01.01. : van 30 à 1.500 dieren</li> <li>01.27.02.01.02. : van meer dan 1.500 à 25.000 dieren</li> <li>01.27.02.01.03. : meer dan 25.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.27.02.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.27.02.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.27.02.02.01. : van 60 à 20.000 dieren</li> <li>01.27.02.02.02. : van meer dan 20.000 à 40.000 dieren</li> <li>01.27.02.02.03. : meer dan 40.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.28. DUIVEN</b>						
01.28.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.28.01.01. : van 60 à 1.500 dieren</li> <li>01.28.01.02. : van meer dan 1.500 à 20.000 dieren</li> <li>01.28.01.03. : meer dan 20.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.28.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.28.01.02., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.28.02.01. : van 120 à 3000 dieren</li> <li>01.28.02.02. : van meer dan 3.000 à 40.000 dieren</li> <li>01.28.02.03. : meer dan 40.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.3. INBEZITHOUDING VAN DIEREN DIE NIET ONDER DE LANDBOUWSECTOR VALLEN</b>						
<b>01.30. INBEZITHOUDING VAN RUNDEREN</b>						
<b>01.30.01. Van 6 maanden en meer</b>						

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
01.30.01.01 : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 125 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• van een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.30.01.01.01 : van 2 à 150 dieren</li> <li>01.30.01.01.02 : van meer dan 150 à 500 dieren</li> <li>01.30.01.01.03 : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.30.01.02 : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.30.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.30.02.02.01 : van 4 à 500 dieren</li> <li>01.30.02.02.02 : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 1	X	DE			
<b>01.30.02. FOKKALVEREN ouder dan 2 weken en jonger dan 6 maanden, met uitzondering van zuigkalveren</b>						
01.30.02.01 : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin gewoonlijk één of meer personen verblijven of een regelmatige activiteit uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.30.02.01.01 : van 2 à 150 dieren</li> <li>01.30.02.01.02 : van meer dan 150 à 1.000 dieren</li> <li>01.30.02.01.03 : van meer dan 1.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
01.30.02.02 : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.20.02.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.30.02.02.01 : van 50 à 400 dieren</li> <li>01.30.02.02.02 : van 400 à 1.000 dieren,</li> <li>01.30.02.02.03 : van meer dan 1.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DGA DGA			
<b>01.31. INBEZITHOUDING VAN SCHAAP- OF GEITACHTIGEN</b>						
01.31.01 : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 125 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• van een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.31.01.01 : van 2 à 150 dieren</li> <li>01.31.01.02 : van meer dan 150 à 500 dieren</li> <li>01.31.01.03 : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.31.02 : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.31.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.31.02.01 : van 4 à 500 dieren</li> <li>01.31.02.02 : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 1	X	DE			
<b>01.32. INBEZITHOUDING VAN PAARDACHTIGEN</b>						

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
01.32.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 125 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• van een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.32.01.01. : van 2 à 150 dieren</li> <li>01.32.01.02. : van meer dan 150 à 500 dieren</li> <li>01.32.01.03. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.32.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.32.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.32.02.01. : van 4 à 500 dieren,</li> <li>01.32.02.02. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 1	X	DE			
<b>01.33. INBEZITHOUDING VAN VARKENSACHTIGEN</b>						
<b>01.33.01. : VARKENSACHTIGEN OUDER DAN 4 WEKEN EN ONDER 30 KG</b>						
01.33.01.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin gewoonlijk één of meer personen verblijven of een regelmatige activiteit uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.33.01.01.01. : van 2 à 20 dieren</li> <li>01.33.01.01.02. : van meer dan 20 à 2.000 dieren</li> <li>01.33.01.01.03. : van meer dan 2.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.33.01.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.33.01.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.33.01.02.01. : van 10 à 1.000 dieren</li> <li>01.33.01.02.02. : van meer dan 1.000 à 3.000 dieren</li> <li>01.33.01.02.03. : van meer dan 3.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.33.02. PRODUCTIEVARKENS VAN 30 KG EN MEER (TEELT OF FOKKERIJ)</b>						
01.33.02.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.33.02.01.01. : van 2 à 10 dieren</li> <li>01.33.02.01.02. : van meer dan 10 à 1.600 dieren</li> <li>01.33.02.01.03. : van meer dan 1.600 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.33.02.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.33.02.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.33.02.02.01. : van 4 à 500 dieren</li> <li>01.33.02.02.02. : van meer dan 500 à 2.000 dieren</li> <li>01.33.02.02.03. : van meer dan 2.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.33.03. : ZEUGEN EN BEREN</b>						
01.33.03.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.33.03.01.01. : van 2 à 10 dieren</li> <li>01.33.03.01.02. : van meer dan 10 à 600 dieren</li> <li>01.33.03.01.03. : van meer dan 600 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.33.03.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.33.03.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.33.03.02.01. : van 4 à 300 dieren</li> <li>01.33.03.02.02. : van meer dan 300 à 900 dieren</li> <li>01.33.03.02.03. : van meer dan 900 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.33.04. EVERZWIJNEN OF ANDERE VARKENSSOORTEN</b>						
01.33.04.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.33.04.01.01. : van 2 à 10 dieren</li> <li>01.33.04.01.02. : van meer dan 10 à 1.600 dieren</li> <li>01.33.04.01.03. : van meer dan 1.600 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE			
01.33.04.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.33.04.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.33.04.02.01. : van 4 à 500 dieren</li> <li>01.33.04.02.02. : van meer dan 500 à 2.000 dieren</li> <li>01.33.04.02.03. : van meer dan 2.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.34. INBEZITHOUDING VAN PLUIMVEE</b>						
<b>01.34.01. POELJEN, LEG- EN VLEESKIPPEN</b>						
01.34.01.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.34.01.01.01. : van 30 à 1.500 dieren</li> <li>01.34.01.01.02. : van meer dan 1.500 à 25.000 dieren</li> <li>01.34.01.01.03. : van meer dan 25.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.34.01.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.34.01.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.34.01.02.01. : van 50 à 20.000 dieren</li> <li>01.34.01.02.02. : van meer dan 20.000 à 40.000 dieren</li> <li>01.34.01.02.03. : van meer dan 40.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			



Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.34.02. EENDEN, GANZEN, KALKOENEN, PARELHOENEN EN ANDER GEVOGELTE</b>						
01.34.02.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.34.02.01.01. : van 20 à 750 dieren</li> <li>01.34.02.01.02. : van meer dan 750 à 13.000 dieren</li> <li>01.34.02.01.03. : van meer dan 13.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.34.02.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.34.02.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.34.02.02.01. : van 30 à 12.000 dieren</li> <li>01.34.02.02.02. : van meer dan 12.000 à 20.000 dieren</li> <li>01.34.02.02.02. : van meer dan 20.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.35. RATIETEN (struisvogels, emoës, pampastruisvogels,...)</b>						
01.35.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.35.01.01. : van 4 à 50 dieren</li> <li>01.35.01.02. : van meer dan 50 à 150 dieren</li> <li>01.35.01.03. : van meer dan 150 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.35.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.35.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.35.02.01. : van 10 à 300 dieren</li> <li>01.35.02.02. : van meer dan 300 dieren</li> </ul>	3 1	X	DE			
<b>01.36. INBEZITHOUDING VAN KONIJNEN</b>						
01.36.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.36.01.01. : van 30 à 1.500 dieren</li> <li>01.36.01.02. : van meer dan 1.500 à 25.000 dieren</li> <li>01.36.01.03. : van meer dan 25.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.36.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.36.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.36.02.01. : van 60 à 20.000 dieren</li> <li>01.36.02.02. : van meer dan 20.000 à 40.000 dieren</li> <li>01.36.02.03. : van meer dan 40.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.37. INBEZITHOUDING VAN WILD</b>						
<b>01.37.01. GROFWILD VAN 6 MAANDEN EN MEER (hert, ree, damhert, moeflon,...)</b>						

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
01.37.01.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 125 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.37.01.01.01. : van 6 à 150 dieren</li> <li>01.37.01.01.02. : van meer dan 150 à 500 dieren</li> <li>01.37.01.01.03. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.37.01.02. Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.37.01.01. met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.37.01.02.01. : van 12 à 500 dieren</li> <li>01.37.01.02.02. : van meer dan 500 dieren</li> </ul>	3 1	X	DE DE			
<b>01.37.02. KLEIN WILD (HAAS, FAZANT, PATRIJS, SNIP,...)</b>						
01.37.02.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 125 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>• een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>• een recreatiegebied,</li> <li>• of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.37.02.01.01. : van 30 à 1.500 dieren</li> <li>01.37.02.01.02. : van meer dan 1.500 à 25.000 dieren</li> <li>01.37.02.01.03. : van meer dan 25.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.37.02.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.37.02.01., met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.37.02.02.01. : van 60 à 20.000 dieren</li> <li>01.37.02.02.02. : van meer dan 20.000 à 40.000 dieren</li> <li>01.37.02.02.03. : van meer dan 40.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.38. INBEZITHOUDING VAN DUIVEN</b>						
01.38.01. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting gelegen in een woongebied of op minder dan 300 m van : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bestaande woning van derden, behalve als ze in een landbouwgebied gelegen is,</li> <li>• een woongebied,</li> <li>- een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen,</li> <li>- een recreatiegebied,</li> <li>- of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieurapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,</li> </ul> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.38.01.01. : van 60 à 1.500 dieren</li> <li>01.38.01.02. : van meer dan 1.500 à 20.000 dieren</li> <li>01.38.01.03. : van meer dan 20.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
01.38.02. : Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting niet opgenomen in rubriek 01.38.01.02. met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.38.02.01. : van 120 à 3.000 dieren</li> <li>01.38.02.02. : van meer dan 3.000 à 40.000 dieren</li> <li>01.38.02.03. : van meer dan 20.000 dieren</li> </ul>	3 1	X	DE			
<b>01.39. INBEZITHOUDING VAN ANDERE DIEREN</b>						
01.39.01. INBEZITHOUDING VAN LABORATORIUMDIEREN met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.39.01. : van 20 à 200 dieren</li> <li>01.39.02. : van meer dan 200 à 1.000 dieren</li> <li>01.39.03. : van meer dan 1.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE			
<b>01.39.02. BIJENSTALLEN IN EEN WOONGEBIED ZOALS OMSCHREVEN IN ARTIKEL 26 VAN HET "CWATUP"</b>	3					
<b>01.39.03. GEBOUWEN OF ELKE ANDERE INFRASTRUCTUUR VOOR HUISVESTING VAN DIEREN DIE VOOR HUN VACHT GEFOKT WORDEN (BEHALVE KONIJNEN)</b> met een capaciteit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01.39.03.01. : 50 à 2.000 dieren</li> <li>01.39.03.02. : van meer dan 2.000 à 20.000 dieren</li> <li>01.39.03.03. : van meer dan 20.000 dieren</li> </ul>	3 2 1	X	DE DE	2 2 2		

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>01.39.04. KENNELS, ASIELEN, PENSIONS (met uitzondering van de installaties en activiteiten bedoeld in rubriek 92.53.)</b>						
Gebouw of elke andere infrastructuur voor huisvesting 01.39.04.01. : van meer dan 4 en minder dan 10 dieren 01.39.04.02. : van 10 dieren en meer	3 2		DE	1,5 1,5		
<b>01.39.056. Wormenkwekerijen (teelt van larven, vliegen, wormen,...)</b>	2		DE			
<b>01.49.01. : BIJKOMENDE DIENSTEN IN DE RUBRIEKEN 01.20 à 01.28 BETREFFENDE TEELT- OF FOKKERIJACTIVITEITEN OF VALLENDE ONDER DE LANDBOUWSECTOR</b>						
01.49.01.01. : Opslag in bulk of in silo van graangewassen, graan en andere producten bestemd voor diervoeding, behalve stro en hooi, met een capaciteit van meer dan 50 m <sup>3</sup>	3					
01.49.01.02. : Opslag op het veld van dierlijke mest zoals gereguleerd bij de artikelen R.188 à R.202 van het Waterwetboek, gelegen in een woongebied of op minder dan 50 m van : • een bestaande woning, • een woongebied, • een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bevattende een gebouw waarin één of meer personen doorgaans verblijft/verblijven of een regelmatige activiteit uitoefent/uitoefenen, • een recreatiegebied, • of een gebied bestemd voor woning en residentie op grond van een stedenbouwkundig en milieuraapport in de zin van artikel 33 van het 'CWATUP' of overeenkomstig een gemeentelijk plan van aanleg zoals bedoeld in de artikelen 48 en 49 van hetzelfde Wetboek,						
01.49.01.03. : Opslag van bemestingsstoffen, met uitzondering van die bedoeld in de rubrieken 63.12.10 en 63.12.20. en van de dierlijke mest zoals gereguleerd bij de artikelen R.188 à R.232 van het Waterwetboek, 01.49.01.03.01. : van meer dan 10 m <sup>3</sup> à 500 m <sup>3</sup> 01.49.01.03.01. : meer dan 500 m <sup>3</sup>	3 2		DE			
<b>01.49.02. : BIJKOMENDE DIENSTEN IN DE RUBRIEKEN 01.30 A 01.39 BETREFFENDE DE INBEZITHOUDING VAN DIEREN DIE NIET ONDER DE LANDBOUWSECTOR VALLEN</b> 01.49.02.01. : Opslag van dierlijke mest met een volume 01.49.02.01.01. : groter dan 10 m <sup>3</sup> en gelijk aan 50 m <sup>3</sup> of minder 01.49.02.01.02. : groter dan 50 m <sup>3</sup>	3 2		OWD, DE			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wat de rubrieken 01.21. tot 01.49.03 betreft.

Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 222

[2006/200101]

**22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon  
déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de fabrication de carreaux en céramique  
et de tuiles, briques et autres produits en terre cuite pour la construction**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 19 juillet 2004, n° 37.454, donné en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions s'appliquent aux installations de fabrication de carreaux en céramique dont la capacité installée de production est supérieure ou égale à 10 kg/jour et inférieure à 100 kg/jour, visés par les rubriques n° 26.30.01 et aux installations de fabrication de tuiles, briques et autres produits en terre cuite pour la construction dont la capacité de production est supérieure ou égale à 10 kg/jour et inférieure à 100 kg/jour, visés par les rubriques n° 26.40.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées.